

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste



DJIBOUTI : une proie pour l'impérialisme. P. 17
DEHORS LES COLONIALISTES FRANÇAIS

Vendredi 13 février 1976. 24 pages. 3 Francs

SOMMAIRE

POLITIQUE

- Table ronde avec des militants du PCP. 4 et 5
- Notes politiques. p. 5
- PSU : quelle unité avec les révolutionnaires ? p. 6

SOCIÉTÉ

- Avortement : 1 an après la loi Veil, ni libre ni gratuit ! p. 6 et 7
- Un procès pour viol à Marseille. p. 7
- Lutttes pour les crèches dans les hauts-de-Seine. p. 7
- Innsbrück : la face cachée de l'olympisme. p. 16

SOCIAL

- Grève générale dans le midi viticole. p. 8
- Interview de viticulteurs de Cognac. p. 8
- Editorial : Parti et Syndicats. p. 9
- Courrier : un débat sur les revendications. p. 9
- Fonction publique après le 5 février. 10
- Saviem-Blainville : la « REPRISE » des lutttes ouvrières. p. 11

ARMÉE

- Le mouvement des soldats : le moribond se porte bien. p. 12
- Echos des casernes, la campagne de solidarité. p. 13

ÉCOLE

- Les filles des CET. p. 14
- Echos des lutttes. p. 14
- Le congrès de la FEN « Papinsky connaît connaît pas ». p. 15

INTERNATIONAL

- Djibouti. p. 17
- Italie -le congrès du PdUPC. p. 18
- Interview de Rossana Rossanda. p. 19
- Tatars : M. Djemilev : la lutte de tout un peuple. p. 20
- Iran : valet de l'impérialisme US. p. 20
- Liban : interview d'un camarade du groupe Marxiste révolutionnaire libanais. p. 21

CULTURE

- Interview de Maxime Leforestier, de retour d'URSS. p. 22
- Dans l'objectif. p. 23
- QUOTIDIEN. p. 24
- Sortie le 15 mars !

COURRIER

Après la parution du quotidien 002 nous avons reçu une masse de courrier. Nous n'avons pas la place de publier toutes les lettres. La semaine dernière, nous n'avons passé qu'une des nombreuses lettres reçues sur le problème de la place de la question femme dans notre presse. Cette semaine nous ne publions que trois lettres, choisies parce qu'elles nous paraissent parmi les plus significatives de l'ensemble de notre courrier.

Une caricature d'ouverture ?

Je suis sympathisante de l'organisation depuis plus de 6 ans. Bien sûr j'ai soutenu — et je soutiens — financièrement et... activement le Quotidien. Je suis prête à suivre, émue, les premiers pas de l'enfant tant attendu...

Mais je suis plutôt inquiète quant à l'avenir et à celui de l'organisation dont il émanera.

Cette inquiétude est née et s'est accrue au vu des débats et déclarations de principes apparus dans l'hebdo, du courrier des lecteurs et aussi de l'évolution (ou plutôt est-ce une prise de conscience de ma part ?) de l'hebdo.

Je retiens des différentes déclarations sur ce que doit être le Quotidien que le principal problème est celui de l'ouverture. Et je regrette de considérer que vous vous êtes enfermés dans une fausse alternative « ouverture/sectarisme ». Vous semblez tant craindre d'être sectaires (est-ce une tendance naturelle ?) que l'ouverture à tout prix, et à tous vous paraît le remède miracle, le garde-fou le plus sûr. Eh bien non, pas d'accord ! En fait ce qu'il faut, c'est que l'organisation exprime son point de vue — celui des marxistes révolutionnaires — sur tous les points de l'actualité qui lui semblent importants. Et ce point de vue ne doit en aucun cas être sectaire, même s'il doit s'intégrer dans la ligne, au programme communiste de l'organisation...

Je crois que le problème fondamental à ce niveau, c'est de savoir le journal de qui, pour qui et finalement pour quoi vous voulez que soit le quotidien. Le courrier des lecteurs est inquiétant à ce propos : tout le monde semble s'attendre à avoir la parole... Mais donnez-vous une rubrique aux amateurs de bouffe-bio, aux homosexuels, aux groupes chose ou machin, aux contestataires de tout poil... Pourquoi serait-ce préférable à l'expression de l'organisation sur le problème de la bouffe-bio, des homosexuels...

Encore une fois n'est-ce pas une caricature de démocratie d'ouverture. F. L. enseignante

En fonction de l'actualité

Après la parution du deuxième N° 0 de Rouge quotidien, nous avons essayé de tirer le bilan entre sympathisants :

Voici les grandes lignes sorties de la discussion :

1) Les critiques de forme sont globalement celles que l'on peut adresser à l'hebdo. Elles ne diffèrent pas de celles qui ont déjà été effectuées par des lecteurs. Précisons quand même que, s'il ne faut pas copier la presse bourgeoise, il faut dans un premier temps savoir utiliser les « acquis » : par exemple, titres plus gros et plus accrocheurs, photos précises avec des légendes ! rubrique culturelle (télé, cinéma, etc.) Comme nom pour le journal : Rouge ou Quotidien Rouge sans plus.

2) Sur 8 lecteurs (dont 6 ouvriers) qui achètent régulièrement l'hebdo, 2 seulement (ceux qui ne sont pas ouvriers) sont décidés à acheter régulièrement le quotidien. Les autres ne pensent l'acheter que de façon irrégulière, en fonction de « l'actualité ».

Les raisons les plus souvent données sont le manque de temps et la fatigue au fin de journée, et bien sûr, le manque d'habitude à la lecture, ce qui fait que nous estimons préférable un quotidien de 8 pages (qui pourrait peut-être être vendu moins cher ?) plutôt que de 12 pages.

Sympathisants Dassault Région Parisienne

Un journal pour qui ?

Un journal tourné vers la classe ouvrière, faut le dire et le redire. Mais bien sûr pas un journal qui colle étroitement à la conscience moyenne de la classe ouvrière, ce qui ne pourrait que nous amener sur des positions réformistes ou économistes (malheureusement, les travailleurs ne sont pas spontanément révolutionnaires). Donc, le quotidien, dans la période actuelle, ne peut s'adresser directement à l'ensemble des travailleurs (les « masses » comme on dit). En fait c'est à une avant-garde que nous le destinons. Mais entre l'adhérent syndical de base et le militant marxiste révolutionnaire, où se trouvent nos futurs « clients » ?

Au 1er congrès de la LCR, on a montré le développement récent d'une « avant-garde large » (AGOL). On entend par là des travailleurs qui se disent révolutionnaires, qui remettent plus ou moins confusément en cause les directions réformistes (concrètement, ce sont eux qui ont imposé les augmentations égales pour tous, ce qui ne les empêche pas, même avec méfiance, de voter Mitterrand dès le premier tour...). Ils ne nous rejoignent pas, parce que pour eux,

on ne représente pas quelque chose de crédible, un pôle qui a fait ses preuves, et qui soit dès maintenant une réponse à leurs problèmes concrets dans l'entreprise.

Comment s'adresser à eux ? Tout d'abord en comprenant bien que le problème quotidien (ça tombe bien !) de ces travailleurs, c'est la contradiction catastrophique à leurs yeux, qu'il y a entre leur projet révolutionnaire et la domination, la passivité de la masse de la classe ouvrière. Ça amène souvent chez eux des réactions de mépris ou de pessimisme et de découragement, ou de repli sur des tâches syndicales purement économiques, parfois on les voit essayer « par surprise » de transformer le syndicat en mouvement politique, comme certains CFDTistes.

Bien sûr, ce ne sont pas les réformistes qui peuvent résoudre la contradiction... C'est pourquoi le canard ne devra pas seulement armer ces travailleurs d'un point de vue global sur l'ensemble de la société (internationalisme, capitalisme, réformisme, formes de lutte, pouvoir d'État, critique idéologique...). Il devra leur permettre leur travail de masse, l'argumentation quotidienne, donner la réponse de classe à toutes les préoccupations des masses. Il ne faut pas avoir peur comme certains, de « voler bas » parfois, de donner des réponses claires, simples, aux événements d'actualité, à l'injustice quotidienne, la sexualité, la famille, la religion, le racisme, le sexisme, le porno, le sport, les loisirs (le tiercé, on se méprise ou on l'analyse), l'alcoolisme, la drogue, le chauvinisme, la hiérarchie, la culture bourgeoise de masse (les films commerciaux, les chansons yéyé-gnangnan, les romans-photos, la presse à scandale, Guy Luxuries...). De nombreux militants répugnent à répondre aux travailleurs dominés ; et pourtant, tant qu'ils ne sauront pas le faire, ils ne seront pas reconnus par les masses ni rejoints par l'AGOL.

Le 1er congrès avait expliqué la nécessaire mutation de l'organisation vers la classe ouvrière. Le quotidien, fil à plomb de notre intervention, doit en être l'instrument n° 1. Pour ce faire, il ne suffit pas de défendre le point de vue de la classe ouvrière, comme l'expliquait Verdi dans le n° 333 (ce qui exprime une juste ligne politique, mais pas une façon de faire un journal), mais se tourner vers l'AGOL.

LM

Oman en lutte

Décembre 1975 : le Sultan annonce la victoire des forces d'occupation.

Réponse des révolutionnaires : 32 avions et hélicoptères abattus.

Face à l'intensification de l'intervention étrangère, il est important de briser le mur du silence. Pour cela, le Comité de Soutien à la Révolution en Oman publie un journal : Oman en Lutte.

« Oman en Lutte » est disponible à la Librairie Rouge.

CSRO : BP n° 20 75001 Paris Cedex 10

l'affaire Pliouchtch

dossier réuni par Tania Mathon et J. J. Marie



seuil combats

EN VENTE A LA LIBRAIRIE

- Sur l'art et la révolution. Lénine. 3 tomes 10/18. 12F chaque.
- L'entre-deux guerres. Pierre Naville (la lutte de classe en France de 1926 à 1939) E.D.I. 92F

ROUGE 335 - Vendredi 13 février 1976

numéro d'inscription à la Commission paritaire : 46722
« Rouge » 10 impasse Guilmot Paris 75004
Téléphone : 272.88.96 et 272.88.82
Directeur de publication : H. Weber
imprimerie NPP

- Psychanalyse et pédiatrie. Françoise Dolto. Points. 9,40F
- Du côté des petites filles. Elena Gianni belotti.
- Une grammaire à l'usage des vivants. David Cooper. Seuil. 20F
- Lénine, l'art et la révolution. J.-M. Palmier. Payot. 70F
- Affaire Pliouchtch. Seuil. 20F
- Journal d'un agent secret. Philip Agee (dix ans dans la CIA). Seuil. 39,20F



UN SECOND SOUFFLE ?

« Je suis content, très content », s'exclamait Georges Marchais à la fin du XXII^e congrès du PCF. Il faut reconnaître que jamais son parti n'a eu droit à autant de publicité sur les ondes et dans la presse, et ce congrès est apparu comme un événement politique considérable aux yeux de l'opinion. Quant, aux militants, dans leur grande majorité, ils pensent que le parti vient de faire un tournant décisif, qu'il est désormais mieux adapté aux nouvelles réalités sociales, qu'il a enfin répondu à de nombreuses questions restées sans réponses. Bref, une allure de petit « Printemps de Prague » qui permet à l'Humanité de citer des déclarations enthousiastes d'intellectuels communistes, souvent critiques à l'égard de la direction, comme Pignon ou Hélène Parmelin. Marchais a même été jusqu'à proposer à Pierre Daix de réintégrer la maison-mère !

Pourtant, sur le fond, ce congrès n'a pas été une révolution, loin s'en faut. Mais désormais, l'orientation du PCF pourra se développer avec cohérence après avoir largué les dernières amarres théoriques au léninisme. « *Le socialisme aux couleurs de la France* » n'a plus les couleurs du socialisme. Pour tenter de devenir demain un parti de gouvernement crédible, le PC s'efforce d'être déjà un parti d'opposition acceptable par une fraction de la bourgeoisie. Le XXII^e congrès a liquidé les dernières traditions et ouvert la campagne électorale. Dès lors, chaque force politique va devoir choisir ses munitions.

La bourgeoisie, qui fait peu confiance aux mots, va exiger du PCF, à l'occasion de prochaines luttes, qu'il fasse la preuve de sa responsabilité et de sa capacité à contrôler la classe ouvrière : on peut faire confiance à Ponia pour multiplier les agressions anti-communistes. Car, au fond, le programme importe peu à la bourgeoisie. Ce qui l'inquiète, c'est la combativité de la classe ouvrière qui se reconnaît en partie dans le PCF.

Le PS lui, convaincu d'avoir joué un rôle dans « l'évolution » du PC devra continuer de le harceler sur sa gauche et sur sa droite pour maintenir son hégémonie électorale et renforcer ses débuts d'implantation dans la classe ouvrière. Dans cette gymnastique, Mitterrand est devenu un expert. Parler de « front de classe » est plus attirant que parler d'« Union du peuple de France ». On pourrait croire que la direction du PS, donne des leçons de marxisme à celle du PCF. Mais tout ceci ne prête guère à conséquences. Théoriquement la différenciation sera de plus en plus difficile à faire entre les deux. Mais il y a un terrain sur lequel les communistes feront tout pour maintenir leur spécificité : les entreprises. Dans ce domaine, les socialistes n'ont aucun cadeau à attendre et l'ont doit prévoir la poursuite de la polémique d'ici les prochaines grandes échéances électorales. La main tendue aux socialistes restera crispée parce qu'il y a concurrence dans les entreprises. Elle sera plus ouverte, n'en doutons pas, avec les patriotes gaullistes.

Après des années de piétinement et d'interrogations, la direction du PC a réussi provisoirement à donner un second souffle à la génération des militants de l'après-68. Mais ce dynamisme de façade ne peut effacer les problèmes que leur posent une social-démocratie plus active et une extrême-gauche mieux implantée dans les entreprises. Les deux seront de plus en plus des pôles d'attraction pour les militants communistes de base. D'autant que le débat sur la dictature du prolétariat risque de se poursuivre d'ici le XXIII^e congrès qui devrait, en principe, modifier les statuts. Une forte opposition s'est manifestée au sein des cellules, mais elle n'a pas été représentée au niveau du congrès du fait des limites de la « démocratisation ». Pour éviter les remous, les dirigeants insistent beaucoup sur l'unanimité du Congrès.

Mais sont-ils unanimes, les dizaines de milliers de militants communistes à penser que le poing levé, « c'est dépassé » ? Seront-ils unanimes le jour où Marchais leur expliquera qu'il faut abandonner le drapeau rouge parce que « c'est pas aux couleurs de la France » ?

A. K.

TABLE RONDE AVEC DES MILITANTS DU PARTI

UNE UNANIMITE DE FAÇADE

Malgré les déclarations de Marchais et Kanapa ce congrès n'a pas été celui de l'unanimité. Certes le projet de document a été voté par tous les congressistes et les membres du Comité Central ont été élus à la quasi-unanimité.

Mais avant ? Dans les cellules, les sections, et même les conférences fédérales ? Là, des débats ont eu lieu, notamment sur la dictature du prolétariat et la moralité. Débats menés par des franc-tireurs qui, du fait de l'interdiction du droit de tendance, n'ont jamais pu faire entendre une voix collective dans le Parti.

Le fait nouveau, toutefois, lorsqu'on discute avec des militants du PC qui ne sont pas d'accord avec l'abandon de la

dictature du prolétariat, c'est la prise de conscience de l'aspect artificiel de la « démocratisation » des débats. Souvent, certains disent qu'ils aimeraient bien savoir, qui, dans la section, dans la fédération, est d'accord avec eux. Histoire de se rencontrer...

« Rouge » a rencontré deux de ces militants du Parti. L'un est responsable UEC sur Paris. L'autre milite sur une banlieue ouvrière de la Région parisienne et a été délégué à une conférence fédérale préparatoire au Congrès. Ils racontent ce qui s'est passé à la base.

Quelles ont été les réactions dans vos cellules quand Georges Marchais a annoncé à la télévision que le Parti abandonnait la notion de dictature du prolétariat. Y a-t-il eu des débats ? De quelle nature ?

Jean : Cela dépend du type de cellule, si ce sont des travailleurs ou des intellectuels. Il se trouve que dans la cellule où je suis, ce sont essentiellement des cadres. Lors de l'annonce de l'abandon de la dictature du prolétariat, les militants de ma cellule ont finalement réagi assez violemment. Dans la mesure où ils ne comprenaient pas, premièrement la raison de cet abandon, et deuxièmement pourquoi ça avait été annoncé comme cela et non pas dans les projets de résolution.

C'était les deux points essentiels ; il y a eu tout de suite un mécontentement dans la cellule, et à partir de ce moment là, la discussion autour du projet de document a été mise en sourdine et on a parlé principalement de la dictature du prolétariat.

Dans la cellule où je suis on est sept, et sur ce chiffre quatre étaient pour le maintien de la dictature du prolétariat et trois autres ne donnaient pas de réponse immédiate. Les premiers sont en même temps membres du bureau de section ; l'un est membre du secrétariat de section et deux autres sont dans le bureau. Ce sont eux, qui au niveau de la section, ont beaucoup discuté, alors que les secrétaires de section essayaient plutôt d'axer la discussion sur le projet de document. Ils disaient surtout : « bon, la dictature du prolétariat ce sera un débat qui se fera au niveau du congrès ». Nous, on répliquait qu'il fallait en discuter maintenant, au niveau des cellules. Ensuite, deux cellules de la même section se sont rencontrées pour avoir une discussion sur le projet de document, et ; en fait, on a discuté essentiellement de la dictature du prolétariat. Nous leur avons expliqué, mais ils ont finalement été influencés par l'Huma, Marchais... etc.

Comment cela s'est passé à la conférence fédérale ?

Jean : Moi j'étais parmi les délégués. Kanapa y est venu. Et il a dit que rien n'était définitivement acquis. Pourquoi, alors, demandions nous, cela a-t-il déjà été annoncé par la presse gouvernementale avant d'être soumis à la discussion dans les cellules ?

Il y a eu beaucoup d'interventions ?

Pas mal, mais pas tellement axées sur la dictature du prolétariat. Il n'y a pas eu de vote particulier sur cette question, seulement un vote global sur le projet. Moi, dans mon intervention, j'ai d'abord expliqué le sens du terme dictature du prolétariat en m'inspirant de l'intervention de Marchais au XVII^e congrès du parti qui déclarait que de tous nos principes celui de la dictature du prolétariat devait être maintenu. Quelqu'un est même intervenu de façon assez violente en expliquant que l'abandon du mot



les partis « frères » au congrès du PCF. Ici les soviétiques.

dictature du prolétariat amènerait bientôt à celui du mot « communiste » aussi lourd à porter que le précédent. Là, il y a eu un grand remue-ménage, tout le monde s'est retourné, certain disant que cela n'avait rien à voir ; finalement le débat a été à peine effleuré, on n'a pas discuté à fond.

Et toi ? Tu occupes des responsabilités à l'UEC, tu connais bien ce qui s'y passe, quelles ont été les réactions au sein du mouvement de la jeunesse communiste ?

Jacques : Je suis à l'UEC, mais je suis aussi au parti. Je pense qu'il faut voir deux choses. Au niveau des conférences fédérales et des conférences de section, là, c'est certain, on a évincé la discussion et, en général, il n'y a pas eu beaucoup d'oppositions. On s'est arrangé pour que les délégués ne défendent la notion de dictature du prolétariat. Dans toutes les conférences qui se sont tenues avant le congrès, il n'y a eu que 113 votes contre l'abandon de la dictature du prolétariat. Par contre il y a eu des cellules où la discussion a été très nourrie, mais là une grosse minorité de camarades s'est prononcée pour la dictature du prolétariat. D'une façon générale deux

raisons ont été avancées pour expliquer le retrait de cette notion : cette notion ne correspondait plus à la réalité, ce qui s'est retrouvé dans le rapport de Marchais — la dictature évoquerait automatiquement Hitler et Franco alors que le mot prolétariat évoquerait seulement le noyau de la classe ouvrière — d'autre part, si on changeait de vocabulaire on ne changeait pas pour autant la signification de notre combat. (...) Au XVII^e congrès, pourtant, Marchais lui-même affirmait que remettre en cause la notion de dictature du prolétariat pour le remplacer par le mot pouvoir politique comme le proposait la cellule Rabelais. « Ce serait glisser sur le terrain de la démocratie bourgeoise, car le contenu de classe de l'Etat chargé de construire le socialisme disparaîtrait ». (...)

Si on reprend votre expérience à tous les deux on constate en somme qu'il y a peu d'adhérents qui ont mené bataille jusqu'au bout ?

Jean : Oui, mais cela tient à la sous-politisation des adhérents. Les critères d'adhésion qui se sont modifiés font que la discussion n'a effectivement

les pots de vin
de Lockheed

L'avion et le cochon

■ Oh ! les vilains américains ! Ils ont versé pour 15 millions de dollars de pots-de-vin (7 milliards et demi d'anciens francs) à différentes « personnalités » européennes pour faire vendre les avions de la firme « Lockheed ». Tout le monde s'indigne jusqu'à ce qu'on apprenne que monsieur Daussault a fait la même chose pour vendre ses Mirages aux hollandais...

Alors on finit par hausser les épaules et par dire que c'est une pratique courante. Après tout, au Moyen Age, n'avait-on pas l'habitude de graisser la patte du client avec un bout de lard pour vendre son cochon ? Tout le monde, paraît-il pratique ce sport d'un genre un peu particulier. Les firmes françaises comme les firmes américaines. Daussault comme beaucoup d'autres.

Les travailleurs seront sûrement surpris d'apprendre de telles choses. A un moment où on leur explique que les profits diminuent, que les salaires doivent donc diminuer, il se trouve que les entreprises gaspillent des millions et des millions de francs pour quelques hauts personnages bien placés. C'est ça la morale !

Meeting L.C.R. Corse le 6 février à Paris

● 80 personnes majorité corse, ont assisté au premier meeting des militants corses de la LCR.

Placé avant tout sous le signe de la dénonciation de la répression qui frappe les autonomistes corses, la réunion s'est poursuivie par un long débat. Etaient présents des représentants du Comité de Soutien aux emprisonnés, du Parti Corse pour le Socialisme, de l'Union des Travailleurs Corses Exilés, de la Consulta di Studenti Corsi.

Les questions les plus débattues ont été : « autonomie ou indépendance », « quel socialisme pour la Corse ? », « attitude du mouvement français envers le problème corse », « la lutte armée est-elle à l'ordre du jour ? ».



Georges Marchais, « communiste » ne deviendra-t-il pas lui aussi un mot trop lourd à porter ?

pas pu se mener à un niveau élevé. La plupart des camarades ne savaient pas exactement ce qu'était la dictature du prolétariat. Ils n'ont pas reçu la formation politique et théorique nécessaire.

Et sur les autres sujets de débat ?

Jacques : Ce qui a été dit sur l'armée par Marchais a choqué un grand nombre de militants de la JC, ainsi que ce qui a été dit sur la moralité. Il est évident que les jeunes de JC sont pour la liberté sexuelle et que l'attitude actuelle du parti les choque profondément. Ils ne la comprennent pas. En général les camarades ne disent pas qu'ils vont quitter le parti ou les jeunesses. Ils disent plutôt qu'ils ne comprennent pas pourquoi nos dirigeants ont pris une telle initiative. Chez certains cela va même jusqu'à une très grande tristesse et l'abandon complet du militantisme. Certains tentent de discuter, mais les réponses données ne satisfont pas, et les camarades sont déçus, amers, se replient sur eux-mêmes. Le grand danger c'est de voir cette situation se traduire par la disparition d'une intense activité politique de l'UEC et des JC dans les lycées et dans les facs, sans que pour autant ces militants rejoignent une autre organisation politique.

Y a-t-il eu des départs de l'UEC ou de la JC ?

Jacques : C'est certain. Même s'il n'y a qu'une minorité de départs, ces départs affectent les meilleurs militants, ceux qui avaient la plus grande conscience politique, ceux qui étaient les mieux formés.

Pour la masse des adhérents du Parti, avez-vous l'impression que ce congrès apparaît comme quelque chose de tout à fait nouveau ou comme une prolongation normale ?

Jacques : C'est un événement historique dans la mesure où les camarades ont l'impression que dans les congrès précédents on disait : pour aller au socialisme on va mettre en place la démocratie avancée, on va essayer de démocratiser le pays pour créer les conditions de la révolution socialiste, mais on n'en restait pas moins partisan de la révolution et de la dictature du prolétariat. D'autant plus que c'était en préambule des statuts qui étaient donnés à chaque camarade qui adhère au Parti. Donc, dans les congrès précédents, on ne remettait pas en cause le contenu du socialisme, on définissait seulement des moyens pour y arriver de la façon qui correspond le mieux à la situation du pays. Cette fois-ci les camarades sentent quelque chose de profondément nouveau car ce congrès qui se tenait pour définir quel socialisme pour la France, de façon plus ample et plus argumentée que le Manifeste de Champigny, abandonne même ce qui était dans ledit manifeste qui n'excluait pas définitivement le recours à la violence si nécessaire.

Mais la majorité du Parti s'en félicite ?

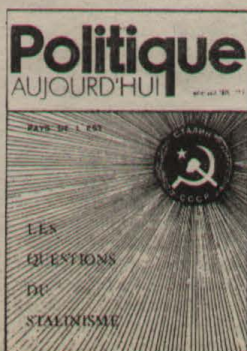
Jacques : C'est évident, mais il faut voir qui sont les minoritaires qui ne s'en félicitent pas : ce sont les militants les plus conscients. Dire donc, comme l'a affirmé Marchais à la fin du congrès, qu'il n'y a pas de crise dans le PC ce n'est pas équivalent à dire n'importe quoi. Il y a une donnée indiscutable, factuelle, qui est une crise à l'intérieur du Parti qui se traduit déjà par des départs, des discussions très vives, et se traduira très certainement à l'avenir par d'autres départs lorsque la ligne issue du congrès sera mise en application, et lorsqu'il s'agira de toucher aux statuts. Le jour où il faudra diffuser au jeune adhérent une brochure qui abandonne le principe de la dictature du prolétariat, je ne suis pas sûr que ceux qui se sont prononcés contre cet abandon le feront facilement...

Halbeher et Fitermann

● Le deuxième point de l'ordre du jour du XXII^e Congrès était le renouvellement des directions. Le nouveau Comité central du PCF offre un visage plus jeune et plus « ouvrier ». On remarque notamment la montée de Aimé Halbeher dont l'histoire est significative de la politique du PC dans les entreprises.

Responsable CGT sur Renault-Billancourt, il prend des responsabilités au niveau de la branche automobile, puis de l'ensemble de la fédération métallurgie dont il est l'un des secrétaires. Il y a quelques mois, il est brusquement « déchargé » de ses fonctions syndicales et devient secrétaire de la section Renault-Billancourt du PCF, puis responsable de la fédération des Hauts-de-Seine ! Son ascension se poursuit aujourd'hui avec l'ascension du Comité central, signe que le PC entend bien mettre le paquet sur les entreprises, y compris en retirant certains de ses cadres du travail syndical. Les syndiqués n'ont rien à dire : l'opération Halbeher, par exemple, s'est réalisée sans même attendre un congrès de fédération statutaire.

Au bureau politique, l'arrivée la plus marquante est celle de Charles Fitermann, depuis longtemps secrétaire personnel de Marchais. Elle illustre le renforcement de l'autorité du secrétaire général sur l'ensemble de la direction. En trois ans (XX^e au XXII^e Congrès), huit nouveaux membres sont entrés au BP et la vieille garde historique a disparu (Frachon et Duclos sont morts, Billoux et Guyot sont partis). Le changement est rapide...



Numéros disponibles de Politique aujourd'hui

- L'Amérique latine après le coup de Santiago (janvier-février 1974), 13F.
- L'école maternelle en question (août-septembre 1974), 13F.
- Transnationales, le défi (janvier-février 1975), 17F.
- Immigrés, étrangers ou travailleurs ? (mars-avril 1975), 17F.
- La crise (mai-juin 1975), 17F.

-L'ays de l'Est : les questions du stalinisme (juillet-août 1975), 17F.
-Formation permanente, illusion ou révolution (septembre-octobre 1975), 17F.
-Histoires et historiens (novembre-décembre 1975), 17F.

Tous ces numéros peuvent être adressés directement et immédiatement. Dans la mesure du possible, veuillez joindre à votre commande le titre de paiement (cela économisera des frais et du travail de secrétariat)
Politique aujourd'hui- Revue bimestrielle 14-16 rue des Petits Hôtels- 75010 Paris
CCP 30 316 70 La Source.

NI
NI

PSU: QUELLE UNITÉ AVEC LES REVOLUTIONNAIRES ?

■ Le congrès d'Amiens du PSU n'a pas à proprement parler défini une politique unitaire du PSU vis-à-vis des organisations d'extrême-gauche. En fait, cette carence s'explique par l'orientation stratégique du PSU pour l'« unité populaire » telle qu'elle apparaît dans son interprétation actuelle (voir Rouge de la semaine dernière). En effet, cette « stratégie d'unité populaire » n'implique en aucune façon les organisations révolutionnaires puisqu'il s'agit essentiellement d'œuvrer au « gauchissement » des forces ouvrières traditionnelles dans l'espoir de souder derrière cette alliance politique un « bloc social » rassemblant autour du prolétariat l'ensemble des couches populaires. Au contraire, dans cette perspective d'une alliance stratégique avec les forces réformistes, les révolutionnaires apparaissent comme une mauvaise fréquentation. Ainsi peut-on comprendre que les camarades du PSU à la recherche de l'« unité populaire » évitent au maximum l'unité d'action et le débat public avec les organisations révolutionnaires et ne mènent aucune bataille contre les exclusives des réformistes à leur égard. Pourtant cette « stratégie d'unité populaire » connaît une lourde contradiction. En effet, il est tout à fait illusoire de croire que les organisations réformistes acceptent l'unité sur une base de classe si elles n'y sont pas contraintes. Or le PSU par lui-même n'a pas les forces de les y contraindre et il faut bien reconnaître que la campagne solitaire du PSU pour l'« unité populaire » n'a guère eu d'écho. Le PSU semble en être conscient puisqu'il cherche à s'appuyer sur ces travailleurs radicalisés (que nous appelons « l'avant-garde large ») défilants vis-à-vis des directions réformistes et réceptifs aux idées et aux initiatives de l'extrême-gauche. Mais il entend s'adresser à eux, le plus souvent indépendamment de toute unité avec les organisations révolutionnaires, et projette même de les regrouper dans un vaste « mouvement pour le contrôle ouvrier et l'autogestion » dont la rencontre des « miniLip », le projet d'« institut ouvrier », la convocation par le

PSU d'« Etats généraux pour l'Autogestion » seraient les premiers jalons. Dès lors, le PSU risque fort de ne rassembler que ses sympathisants ou de recourir malgré son intention à une pratique manipulateur. Au contraire, nous partons de l'idée que les organisations d'extrême-gauche sont l'expression politique diverse d'une « avant-garde large » en rupture avec le réformisme, expression d'un phénomène plus large de recomposition du mouvement ouvrier passant à l'intérieur même des partis réformistes de masse.

Nous proposons donc :

1°) à chaque fois que possible l'unité d'action des organisations révolutionnaires à la seule condition que cette unité ne se fasse pas sur des bases contradictoires avec la recherche de l'unité d'action avec les réformistes et les masses qu'ils influencent. 2°) un « travail de masse » commun dans le cadre syndical, dans la construction du mouvement des femmes, dans la jeunesse, dans le soutien aux soldats... ce qui suppose dans chaque cas un accord sur une plateforme acceptable par tous et un consensus sur le mode de fonctionnement démocratique de telles « organisations de masse ». 3°) enfin, un débat sur les deux problèmes centraux de la stratégie révolutionnaire des conseils et de la politique unitaire vis-à-vis des réformistes car nous estimons que l'accord sur ces deux points, par delà les autres divergences, devrait permettre d'envisager la réalisation d'une organisation commune et d'aborder concrètement les problèmes de fonctionnement du parti et la construction de l'Internationale.

Il nous semble en effet plus important de savoir si la classe ouvrière peut aborder la prochaine crise révolutionnaire avec si ce n'est pas un parti révolutionnaire de masse, du moins un parti susceptible de disputer l'influence du PC et du PS auprès des travailleurs avancés que de se demander à quelles conditions les révolutionnaires pourraient éventuellement participer à un gouvernement de gauche.

R.Y.

Nous n'avons pas pour l'instant reçu de réponse des camarades du PSU, ni à nos reproches sur l'antimilitarisme ni à notre proposition de débat sur l'unité. Nous nous contenterons donc de publier le billet écrit par le camarade Depaquit dans Tribune Socialiste n° 688.

Les boutiquiers

Après certaines velléités autocritiques, nos camarades de la LCR semblent depuis quelques mois revenir à leur démon familier : « la guéguerre » intergroupusculaire et le débat « idéologique » sur des têtes d'épingle. La cible est maintenant le PSU et les numéros de Rouge ne sauraient laisser échapper une occasion d'engager une nouvelle querelle.

La semaine passée un article de Révolution a voulu apporter sa pierre à l'entreprise. L'inquiétant est que cette polémique prend de plus en plus prétexte du Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés. Nous savons que ce type de pratique a conduit au discrédit, puis à la dislocation du Secours Rouge. Devons nous aujourd'hui ré-éditer une expérience similaire ?

Répétons une fois de plus que le PSU est disponible pour des débats politiques clairs avec les organisations d'extrême-gauche. Mais ceux-ci doivent porter sur des questions de fond et se dérouler entre organisations soucieuses du développement de perspectives unitaires pour l'action. Les querelles de boutique et la « pêche à la ligne », chez le voisin ne nous intéressent pas. Au moment où doit se développer l'unité contre la répression nous tenons ces pratiques pour nuisibles et démobilisatrices et les combattons en tant que telles.

Le vrai scandale d'Aix-en-Provence, on n'en parle pas ! Une mineure de 17 ans, apprentie coiffeuse, enceinte de 10 semaines a demandé au MLAC de l'avorter.

■ Entre temps, en effet, le père portait plainte : il avait été informé quand la jeune femme qui supportait mal l'avortement, avait été conduite à l'hôpital par les militants du MLAC.

Pourquoi avait-elle eu recours au MLAC ?

Tout simplement parce que la loi Veil ne prévoit pas qu'une mineure puisse se faire avorter légalement à l'hôpital sans autorisation des parents.

Tout simplement parce que la loi ne prévoit pas que l'on puisse se faire avorter légalement l'hôpital passé le délai légal (avant la fin de la 10ème semaine).

Quelle solution lui restait-il ?

Une clinique privée ? Elle n'avait pas 2000F !

Un voyage à l'étranger ?...

Le MLAC d'Aix !

Alors que la contraception est légalement libre et gratuite depuis 74, le scandale c'est que des jeunes filles soient contraintes de recourir à l'avortement clandestin et honteux faute d'une éducation sexuelle réelle (mais n'a-t-on pas annoncé que l'on « prolongerait » l'éducation sexuelle (sic) des élèves jusqu'à la troisième en rajoutant 4 heures par semaine au programme de Sciences naturelles et de Biologie !)

Six

Militantes du MLAC inculpées

« Six militantes du MLAC « D'Aix-en-Provence sont inculpées de tentative d'avortement et d'exercice illégal de la médecine pour avoir pratiqué un avortement sur une mineure à sa demande sur plainte du père de la jeune fille. Les insuffisances de la loi, les carences du pouvoir en matière de santé, l'attitude de la plupart des médecins, l'inertie des services hospitaliers, l'absence de crédits ont pour résultat que les femmes ne peuvent concrètement exercer un droit pour lequel elles ont lutté. Là, comme ailleurs, le pouvoir choisit de téprimer plutôt que de pallier les carences en matière d'information sexuelle et de contraception. La loi actuelle ne fait que surprendre la loi de 1920 dans un certain nombre de cas et c'est ainsi que des femmes non médecins sont aujourd'hui poussées pour avoir aidé une mineure en détresse. Je me déclare solidaire de ces femmes et de leurs luttes ».

Cette pétition est à signer (avec nom et adresse) et à renvoyer au MLAC, 34, rue vieille-du-Temple, 75004 Paris.

un an après le vote de la loi Veil

LIBRE! GRATUIT!

C'était en octobre. Aujourd'hui 4 militantes du MLAC syndiquées à la CFDT vont passer en procès pour « tentative d'avortement », « exercice illégal de la médecine ».

Le scandale c'est que l'avortement ne soit, ni libre, sur demande des femmes, ni gratuit, c'est à dire remboursé par la Sécurité Sociale. Si bien que de très nombreuses femmes ont encore recours aux moyens les plus archaïques et les plus dangereux pour interrompre une grossesse non désirée.

Le scandale, c'est que ceux qui ont été forcés, par leur mobilisation, le gouvernement à accepter une certaine libéralisation de la loi sur l'avortement soient poursuivis comme des criminels alors que les profiteurs des cliniques privées exercent librement et s'enrichissent en profitant de la détresse des femmes!

Le scandale, c'est qu'on puisse apprendre (cf. Le Monde du 6/1/78) que des services d'orthogénie ouverts il y a trois mois soient contraints de fermer faute de moyens matériels comme à Grenoble ou soient rendus inefficaces par

le sabotage de médecins réactionnaires qui délibérément mettent les femmes hors des délais légaux en leur donnant des rendez-vous trop tardifs, comme à Lyon.

Ceux qui devraient être traités devant les tribunaux, ce sont ceux là!

C'est ce scandale que nous devons dénoncer! Pour cela, une campagne unitaire s'engage, une pétition lancée par le MLAC circule déjà.

Il faut que partout, la solidarité avec les inculpées s'exprime. C'est la tâche en particulier de tous les militants de la CFDT. E. Maire ne vient-il pas de faire savoir qu'une rencontre entre le Planning familial et la CFDT vient d'avoir lieu sur les problèmes de la sexualité!

— Avortement libre et gratuit
— Ouverture de centres d'orthogénie et de contraception au lycée comme à l'usine!

Ces revendications concernant bien

sûr les jeunes, mais aussi et surtout les travailleuses qui, on le sait, sont les moins averties des méthodes contraceptives et les plus démunies en cas de grossesse non désirée.

La légitime aspiration de pouvoir choisir d'avoir ou de ne pas avoir d'enfant, c'est aussi comme cela que nous la défendrons.



LUTTES POUR LES CRECHES DANS LES HAUTS-DE- SEINE

Le personnel des crèches est divisé en plusieurs catégories : agents hospitaliers (les moins payés), auxiliaires de puériculture, éducatrices de jeunes enfants (les anciennes jardinières d'enfants les mieux payées) et les puéricultrices (une seule par crèche : la directrice). Bizarrement, certains avantages des personnels de crèche dans la région parisienne n'existaient pas dans les Hauts de Seine, c'est pour les obtenir que les filles se sont mises en grève. Après plusieurs jours de grève (du 15/1 au 5/2), elles ont obtenu satisfaction sur une partie des revendications : 13 heures supplémentaires payées (mais non effectuées) pour toutes, sauf les direc-

trices ; reclassement pour les aides puéricultrices, reclassement avant le 1/1/78 pour les agents hospitaliers. Finalement ce sont les agents qui ont le moins gagné de cette grève, alors que c'est la catégorie la plus défavorisée ; la CGT leur a pourtant conseillé de cesser la grève : on ne pourrait gagner plus, faute de crédit. Seules les puéricultrices qui n'ont rien obtenu, décidaient de poursuivre le mouvement. Tant qu'elles sont en grève, le personnel n'a pas le droit de recevoir les enfants, il s'y refuserait de toute façon, par solidarité.

L'administration a envoyé une circulaire aux directrices, leur demandant de signaler les absentes le 29/1 (jour de grève) avec le motif de l'absence. Gageons que peu de circulaires seront renvoyées.

Le soutien des parents

Dans tout le 92, le soutien des parents a été effectif, des réunions de parents ont eu lieu, des parents ont contribué à la popularisation de la lutte, ont participé aux manifestations à la Préfecture. Ils étaient une centaine le mercredi 4 février, et cela ne fut pas du goût de la police qui s'acharna sur trois pères en colère... qui sont maintenant inculpés pour coups et blessures à agents. Ils doivent se présenter au poste de police tous les dimanches matin. Le 8/2, une manifestation partie de Gennevilliers les y accompagna. La forme de soutien la plus importante fut l'occupation des trois crèches de Gennevilliers par les parents, le vendredi 6, le personnel était présent, mais ce sont les parents qui prirent en charge l'organisation de la journée.

Contre la circulaire Veil

Si la lutte sur les revendications salariales a en partie abouti, parents et personnel restent mobilisés contre la circulaire Veil du 16-12-75 relative au fonctionnement des crèches. La circulaire fait bon marché des conditions de travail du personnel :

— Inscription de plus d'enfants qu'il n'y a de places.

— Extension des horaires d'ouverture (comme le réclament les usagers) mais sans embauche de personnel supplémentaire. C'est aux parents de payer la rentabilisation des crèches.

— En mensualisant le paiement de la crèche (les enfants malades ne sont pas acceptés, mais ils doivent payer leur journée à la crèche)

— En conseillant aux parents de faire suivre la santé de leurs enfants par le médecin de famille, ce qui permet de relativiser le rôle du médecin de crèche.

Cette circulaire adressée aux préfets de régions, n'a bien entendu pas été communiquée au personnel et aux parents. Elle conclut par un encouragement des « nouvelles formules de garde sous forme de mini-crèches ou d'entraide réciproque (qui se constituent actuellement, notamment dans les grands ensembles) ».

Les parents dénoncent ce recours au bénévolat et à des garderies parallèles qui institutionnalisent le système D. Autant de fausses solutions qui évitent de poser le problème des crèches collectives, de qualité, avec un personnel suffisant, ouvertes 24h/24, y compris pour les enfants malades.

PROCES d'un viol

■ On se souvient des procès des 3 marseillais qui avaient violé 2 jeunes filles belges lors des dernières vacances. L'instruction tendait à minimiser les faits au maximum, le procureur de Marseille adopta la thèse des prévenus, estimant qu'ils auraient pu se tromper sur l'éventuel consentement de leurs victimes et confondre la peur avec le plaisir... Le parquet passa soigneusement sous silence le fait que la plus jeune, enceinte à la suite de ces faits, avait été légalement avortée en Belgique pour cause de viol. Le juge d'instruction de Marseille avait renvoyé les 3 hommes devant le tribunal correctionnel pour simples coups et blessures. C'était une faute politique et une sous-estimation grave de la personnalité des deux filles, qui loin de cacher avec honte leur mésaventure (comme le font encore 80 % des femmes violées) cherchèrent aussitôt les appuis de tous les mouvements de femmes en Belgique et en France. Une campagne s'était alors développée pour dénoncer avec force le rôle de l'appareil judiciaire dans l'humiliation des femmes et le maintien de leur condition d'objet sexuel consentant ou non. Ce mouvement aboutit au jugement du tribunal de Marseille, qui malgré le réquisitoire du Parquet, décidait qu'il y avait bien présomption de viol et renvoyait les trois personnages devant la Cour d'Assises des Bouches du Rhône. Ils firent appel de cette décision et la Cour d'Aix leur a donné tort une nouvelle fois le 3 février.

L'ambiance avait été quelque peu modifiée. La campagne menée avait entraîné un changement de position de la chancellerie et des instructions avaient été données au ministère public de réclamer le renvoi aux Assises, en désavouant le Parquet de Marseille. L'interrogatoire des prévenus a démontré qu'ils n'ont toujours rien compris. Ils reconnaissent les coups, les violences, les cris, l'intrusion forcée dans la tente, les menaces de mort, mais pour le reste, selon eux, elles n'ont plus fait d'histoire et ça s'est bien passé, comme d'habitude...

La partie civile a été la seule à élever le débat et à donner une idée des problèmes qui seront débattus devant la Cour d'Assises : la réalité du viol et le pourquoi du silence des femmes. Maître Halimi réclame l'affichage des condamnations pour viol au domicile des violeurs, à la Mairie et sur le lieu de travail pourqu'il pas ? L'interdiction du droit de vote à leur rencontre plutôt que de réserver cette sanction aux auteurs de délits financiers.

Nous ne suivrons pas Gisèle Halimi dans son appel à l'arsenal répressif de la justice bourgeoise.

Lutter pour le passage en Assises comme moyen de faire reconnaître (par la jurisprudence) le viol comme crime, oui. Mais demander une peine, comme le fait implicitement Halimi, ainsi que la publication du jugement sur les portes des mairies, n'est-ce pas aggraver le problème ? Nous savons les effets d'un séjour en prison sur ces trois « violeurs » ordinaires ». Il ne s'agit pas d'excuser, sous prétexte de la misère sexuelle régnante, le geste des trois violeurs. Mais il ne s'agit pas non plus, par l'intermédiaire de l'appareil judiciaire, d'en faire des délinquants de profession. Notre véritable victoire sera la reconnaissance de la criminalisation du viol.

Reste qu'avec fermété, l'avocate a su imposer silence aux sarcasmes primaires de certains et rappeler que les femmes ne sont pas une mode, mais la moitié de l'humanité décidée à être admises comme telles.

Correspondante.



à Carcassonne le 5 février. Syndicats ouvriers et organisations paysannes manifestent ensemble.

FEVRIER : des échéances importantes

Après deux années de baisse du revenu agricole, la négociation des prix agricoles au niveau de la CEE prend une importance particulière les propositions de hausse de 7,5 % sur l'ensemble des productions avancées par la commission européenne sont loin de combler la simple progression des charges imposées aux agriculteurs.

C'est là l'occasion pour les organisations traditionnelles de la paysannerie de réunir petits paysans et gros agriculteurs pour la défense commune du « revenu paysan » c'est-à-dire pour des augmentations de prix en pourcentage qui profitent aux plus gros. C'est là le cadre de la journée d'action du 17 février organisée par la Fédération des exploitants agricoles (FNSEA).

Déjà dans le secteur du lait les producteurs se sont mobilisés, à Strasbourg notamment contre une laiterie en bloquant les portes de l'usine.

Dans le secteur du cognac la conjonction d'une récolte pléthorique et du gonflement des stocks a suscité la colère des viticulteurs (voir interview ci-dessous).

C'est dans ce contexte que se déroulent jusqu'à la fin du mois les élections aux chambres d'agriculture où 2/3 des sièges des Assemblées seront à renouveler. Les organisations traditionnelles (FNSEA-CNJA), qui jouent depuis longtemps le jeu de la collaboration avec les pouvoirs publics et de la rentabilisation de l'agriculture risquent de voir leurs positions battues en brèche, notamment par le MODEF qui avait déjà recueilli près de 20 % des voix aux précédentes élections.

GREVE GENERALE DANS LE MIDI VITICOLE

Grèves massives, puissantes manifestations malgré la pluie. La journée du 5 février a mobilisé villes et campagnes du Languedoc Roussillon. Aux côtés des viticulteurs, les travailleurs s'étaient joints nombreux dans les manifestations puisqu'ils constituaient la moitié des cortèges de Nîmes et Montpellier.

Depuis dix-huit mois, les viticulteurs restent mobilisés contre la dégradation de leurs revenus, contre l'utilisation par le négoce du vin italien pour faire pression sur les cours. Voilà qui rompt avec les actions paysannes habituelles et sporadiques de pression en vue d'une négociation plus avantageuse des prix.

Pour la première fois depuis longtemps, les organisations viticoles se sont tournées vers les syndicats ouvriers : le problème des viticulteurs, c'est aussi l'absence d'emplois dans la région qui accablent les jeunes à l'exode et au chômage.

Aussi une occasion était fournie aux travailleurs et paysans exploités par le capital de faire la preuve de leur force et de leur volonté d'en finir avec ce régime. Mais cela n'aura pas été sans confusion.

Ainsi le PCF pouvait-il se réjouir de l'alliance de toutes les couches antimonopolistes allant jusqu'à expliquer qu'il « faut défendre les PME de la région, victimes de sociétés milliardaires » et exiger pour elles un « soutien du pouvoir ».

Derrière la mobilisation massive du 5 se profilent donc bien des manœuvres politiques pour les partis de l'Union de la gauche à l'approche d'élections cantonales, municipales mais aussi professionnelles agricoles (Chambres d'agriculture) où les concurrences PC-PS seront vives. Pour ces partis, le souci de sceller dans cette journée une alliance claire entre petits et moyens paysans et travailleurs passait au second plan.

Ces ambiguïtés ont, de fait, suscité certaines hésitations dans le mouvement syndical. Bien des sections CFDT notamment ne se sont pas jointes au mouvement, estimant que la discussion avec les viticulteurs n'avait pas été assez nette sur la question des objectifs communs, les directions CGT, CFDT et FEN ayant appelé à la grève « à partir des revendications spécifiques de chaque catégorie ».

Malgré ces limites, un pas a été franchi. Les revendications des viticulteurs (garantie du revenu, office du vin sous contrôle des producteurs, arrêt des importations) ne sont pas satisfaites. Ils se retrouvent, retrouveront aux côtés des travailleurs pour de nouvelles mobilisations.

les limites de la mobilisation

Le cadre choisi par le Comité régional d'action viticole et les syndicats visait à envelopper la défense de l'emploi et du travail sur place dans la « défense de l'économie régionale », en satisfaisant tous les mécontentements sans pour autant donner des perspectives de luttes et d'alliances claires pour les lendemains du 5 février.

CONTRE LES VITICULTEURS DE COGNAC EN LUTTE, LE GOUVERNEMENT ENVOIE SES FLICS

A plusieurs reprises au mois de janvier, les viticulteurs de la région de Cognac sont descendus dans la rue.

Nous avons demandé à l'un d'entre eux de nous décrire cette mobilisation et de commencer à nous en donner les raisons. Nous reviendrons sur tous ces problèmes dans un article de fond auquel nous travaillons avec plusieurs viticulteurs.

Que s'est-il passé à Cognac le 21 janvier 1976 ?

Ce jour-là, les organisations agricoles (FNSEA Charente-Maritime, UDSEA Charente, MODEF, comité d'action viticole) appelaient à un grand rassemblement au Théâtre Municipal. Plusieurs milliers de viticulteurs s'y rassemblèrent beaucoup n'étant adhérent d'aucune de ces organisations.

Cette réunion du 21 janvier venait à la suite de nombreuses autres manifestations, dénotant la profonde inquiétude des viticulteurs devant l'impossibilité de vendre la dernière récolte, alors que la récolte de l'année précédente n'est pas encore totalement réglée aux paysans.

Face à ce malaise, quelles solutions sont en vue ?

Au cours du rassemblement, les représentants du Comité d'Action Viticole notamment expliquèrent l'accord

signé le matin entre certaines organisations de viticulteurs et un certain nombre de maisons de commerce. Par cet accord, ces dernières s'engagent à acheter 4 HL (hectolitres) d'alcool pur par hectare des vignes régulièrement plantées... et cela d'ici le 30 juin. Or, le 30 juin, c'est loin et de plus la somme que représente 4 HL par Ha ne couvre même pas les frais de culture. Donc le viticulteur aura travaillé pour rien. Beaucoup de viticulteurs présents ont dénoncé l'accord.

Des bruits ont couru que les forces de l'ordre étaient intervenues pour séparer les manifestants ; peux-tu expliquer l'origine exacte des violences policières ?

Après la réunion, ce sont toujours plusieurs milliers de viticulteurs qui se dirigent vers la sous-préfecture pour y porter des motions de protestations. Au retour,

une grosse partie des manifestants se rend au Bureau National de Cognac. Les forces de l'ordre bloquent les manifestants qui crient « des sous, pas des flics ». Très vite, les flics lancent des grenades lacrymogènes ; c'est une de ces grenades qui est tombée dans une chambre blessant gravement un bébé.

Où en sont les viticulteurs aujourd'hui ? la lutte va-t-elle continuer ?

L'accord n'a satisfait personne. De plus, de nombreux viticulteurs sont déçus par certains de leurs dirigeants qui font passer avant tout l'intérêt étroit de leur organisation, les élections à la Chambre d'Agriculture devant avoir lieu le 1^{er} février.

De plus les paysans ont été très étonnés par le traitement que le pouvoir leur a infligé. De nouvelles manifestations sont prévues début février en solidarité avec les viticulteurs du Midi. Les viticulteurs du Cognac restent mobilisés.

NOTES :

FNSEA : Fédération Nationale des Exploitants Agricoles
MODEF : Mouvement de Défense des Exploitations Familiales, où le PCF a une certaine influence.
Bureau National Interprofessionnel du Cognac : son rôle est de fixer les prix, y sont représentés les viticulteurs, les maisons de commerce, les distillations et l'administration. Les maisons de commerce y font toujours prévaloir leur point de vue

PARTI ET SYNDICAT

La progression numérique de la CFDT, la création d'un certain nombre de sections d'entreprise du Parti Socialiste, ce sont des éléments qui ont suscité de multiples débats au sein du Parti Communiste. La réaffirmation du rôle du PCF était donc à l'ordre du jour du 22ème Congrès. Ce qui a entraîné des articles extrêmement sectaires dans l'Humanité. Autant dire que le discours de Krasucki, dirigeant CGT, était attendu. Son intervention, prudente, marchait sur des oeufs. On y voyait réaffirmé que « le parti n'entend pas se substituer aux syndicats pour la conduite des luttes revendicatives ». Assertion correcte mais qui ne résoud en rien les questions qui se posent au vu de la campagne actuelle du PCF.

● Pour affirmer le parti, faut-il faire disparaître le syndicat ?

Non, bien sûr ! Mais c'est pourtant ce qui ressort de nombreux articles du quotidien du PCF. Parlant du conflit à Aloa-Marine (Cannes), l'Humanité écrivait que « Le porte parole officiel des travailleurs », c'est le secrétaire de cellule. Sur l'activité du syndicat, pas un mot.

Un reportage dans l'Eure permet à Jean-Weber (Huma, 11-2) de marquer, en parlant du conflit à Michel-Frères, que « L'organisation communiste a aidé les salariés à se ressaisir ». Là encore, rien n'est dit sur le rôle du syndicat CGT, qui dirige la lutte sur le terrain.

Une telle démarche sectaire, substitutiste, ne reste pas sans conséquences quand elle est appliquée à une échelle de masse. Les travailleurs, prêts à se mobiliser derrière leurs syndicats pour leurs revendications, hésitent à se lancer dans des actions menées sous la seule bannière du parti. Le résultat : minorisation des luttes, mise à l'écart du syndicat.

Rappelons pour mémoire le cas d'Aimé Halbeher, ancien responsable CGT élu de Renault-Billancourt, devenu du jour au lendemain dirigeant du PCF, abandonnant ses responsabilités syndicales sans un mot d'explication pour les travailleurs qui l'avaient désigné à ce poste.

● Le PCF a-t-il le monopole de la classe ouvrière ?

Toute la campagne actuelle du PCF insiste sur le fait qu'il est le « seul parti de la classe ouvrière ». Pareille affirmation sectaire a sa conséquence logique : la caractérisation de tous les autres courants du mouvement ouvrier comme « extérieurs ». Tandis que le PCF va chercher ses alliés très loin à droite sur le champ politique (gaullistes partisans de Concorde, radicaux de gauche, potiches, etc.) il refuse l'unité d'action dans les entreprises avec les militants révolutionnaires ou même les socialistes qui sont eux, implantés dans les entreprises.

Le plus beau fleuron de cette ligne se trouve dans l'Humanité du 10-2. Sous le titre « Les grévistes appellent à voter communiste », on relate l'assemblée générale d'une trentaine de grévistes de Triton (Bagnole). On y assiste à une assemblée de travailleurs décidant non de ses luttes mais du soutien à une organisation politique. La raison donnée ? « Le PC avec ses élus est bien le seul parti qui défende véritablement les travailleurs ». Pense-t-on réellement que de telles initiatives vont renforcer la lutte des ouvriers de chez Triton ? A quand une position : des structures confédérales de la CGT appelant à voter « PC seul » ? S.M.

FONCTION PUBLIQUE

UN DEBAT NECESSAIRE SUR LES REVENDICATIONS

L'article du camarade B.K. paru dans le n° 333 de Rouge sur la journée du 5 février dans la Fonction publique, a suscité diverses réactions. Nous publions deux lettres reçues à ce sujet. Pour introduire le débat.

Toutes deux émanent de militants de la LCR.

REPONDRE AUX BESOINS IMMEDIATS...

● Rouge n° 333 a publié sous la plume du camarade B.K. un article relatif à la journée d'action dans la fonction publique du 5 février.

Si cet article analyse correctement le bilan désastreux de la « politique contractuelle » et souligne à juste titre les contradictions des directions syndicales, deux points méritent d'être soulignés.

En premier lieu, le problème de la bataille sur l'indice. L'indice truqué de l'INSEE est aujourd'hui totalement déconsidéré aux yeux des travailleurs et de l'opinion publique et critiqué par toutes les organisations syndicales représentatives. Il est donc juste de mener une bataille importante pour la prise en compte d'un indice « mesurant réellement l'évolution des prix ».

En fait, le problème qui se pose aujourd'hui est de savoir sur quoi les dirigeants syndicaux vont négocier. La CGT ne signera aucun contrat salarial faisant référence à l'indice INSEE. Fort bien ! Mais la CGT avance aussi les 2000 F mini et les 300 F d'acompte à valoir sur la remise en ordre des rémunérations. Acceptera-t-elle de signer un contrat qui ne prenne pas en compte ces revendications ?

En second lieu, le camarade B.K. semble reprendre à son compte la revendication de la CGT de 300 F à valoir sur la remise en ordre des rémunérations.

On ne saurait nier que l'anarchie existant aujourd'hui dans la Fonction publique rend nécessaire une remise en ordre générale. La multiplicité des statuts, la division titulaires/non-titulaires, la diversité considérable des primes, indemnités, heures supplémentaires, rémunérations accessoires, etc. font que le personnel,

s'il désire une amélioration de sa situation est aussi, très sensible aux injustices et disparités existantes. Ce qui est pour le moins normal quand on sait par exemple qu'au Ministère de l'Équipement, un ingénieur des Ponts-et-chaussées double son salaire avec les « honoraires » alors qu'un commis atteint à peine le treizième mois et qu'un non-titulaire ou un agent de travaux ne touche rien.

C'est-à-dire que dans une telle situation, avancer uniquement « 300 F pour tous » n'est pas « la » revendication unifiante miracle et qu'il y a là un problème qu'on ne peut éluder.

Mais avancer « 300 F d'acompte à valoir... » ne constitue pas non plus « la » solution. Car on ne précise pas de quelle remise en ordre il s'agit. Et qui laisse la porte ouverte, dans le cadre de négociations au sommet, à toutes les trahisons.

En fait, il s'agit de déterminer à partir de la situation actuelle, quelles sont les revendications unifiantes qui permettent d'une part de répondre aux besoins immédiats et d'autre part de supprimer l'anarchie actuelle. La remise en ordre serait alors le résultat obtenu si toutes les revendications étaient satisfaites.

nécessaire, et comprise comme telle par les travailleurs. Quelles que soient les arrières-pensées confédérales nous devons nous inscrire positivement dans la campagne... et la mener à son terme : l'échelle mobile des salaires, sur indice des organisations syndicales. Et il est de ce point de vue important de lutter pour l'unité en indiquant la nécessité d'un indice unique des organisations syndicales.

Bien sûr cette revendication doit être articulée avec celles des 2 000 F minimum, et des 300 F mensuels pour tous. 300 F mensuels pour tous et non 300 F pour tous à valoir sur une remise en ordre des rémunérations, comme l'écrit B.K. Il s'agit en effet de formuler une revendication unifiante, simple, facile à percevoir, et dont chacun se représente aisément ce qu'elle signifie sur sa feuille de paie. La formule « à valoir sur un remise en ordre... » est apparue en septembre 74 au niveau UGFF (CGT) et UFFA (CFDT) juste avant les grandes grèves d'octobre-novembre 74. Les directions syndicales reprenaient les revendications uniformes pour la première fois à un tel niveau (toute la fonction publique).

Quelle était donc la fonction d'un tel ajout ? On peut le pressentir à partir des formulations très diverses qui en ont été données à l'époque : acompte de 300 F, 300 F de prime à valoir etc... Cela créait une confusion et laissait entendre qu'il pourrait y avoir des négociations de sommet ne portant pas exactement sur les 300 F mensuels pour tous... Nous ne devons pas entretenir cette confusion ; il n'est pas possible de mêler dans une même revendication, l'augmentation uniforme et la redéfinition des rémunérations, celle-ci doit être traitée à part, avec l'exposé de la façon dont nous entendons qu'elle se fasse.

Il y a là, je pense, une petite discussion à avoir. Salut fraternel.

Lahire

Roques NE PAS SE TROMPER DE CIBLE

● Dans son article (Rouge N° 333) sur la journée d'action de la Fonction Publique du 5 février, le camarade B.K. écrit que la campagne confédérable CGT sur l'indice INSEE se place sur le terrain du pouvoir. C'est se tromper de cible !

Dans le contexte actuel, la dénonciation de l'indice gouvernemental INSEE est une campagne



la manifestation du 5 février à Paris

le 5 février: UN COUP POUR RIEN ?

■ Pour s'opposer à l'intransigeance du pouvoir dans les négociations salariales, les fédérations CGT et CFDT de la santé, des PTT et des fonctionnaires avaient appelé le 5 février à une « **journée nationale de lutte** ». A Paris, ce sont plus de 30 000 travailleurs qui ont manifesté : beaucoup de communaux, mais aussi des postiers, du personnel hospitalier en grand nombre, et de fortes délégations des administrations ou de leurs services intérieurs. Les mouvements de grève, en revanche, ont été beaucoup plus diversement suivis.

Une participation inégale

Dans certains secteurs, les syndicats CGT et CFDT n'avaient même pas été en mesure d'appeler à faire grève. Le mot d'ordre avait été lancé par la seule CGT, la CFDT s'abstenant, soit par hostilité de principe à la grève de 24 h ?, soit pour mieux préparer des actions ultérieures.

La faible préparation et l'absence d'unité syndicale ne pouvait conduire qu'à une participation à la grève très inégale : nulle ou très faible dans la plupart des administrations centrales, beaucoup plus forte dans certains services comme ceux des Domaines, des Impôts, de l'équipement ou de l'ONIC.

Le cinq février avait été présenté comme une « **première étape dans la mobilisation** ». Cinq jours après, les fédérations n'ont tiré aucun bilan, annoncé aucune initiative d'action. Même aux Finances, où le principe d'une semaine d'action avait été retenu, les perspectives de lutte deviennent très floues. Fin janvier, une déclaration avait été signée par toutes les organisations syndicales de ce ministère qui regroupe plus de 120 000 travailleurs : CGT, CFDT, FO, CGC, et SNUI (Syndicat unifié des impôts autonomes). Elles exigeaient : le salaire minimum à 2 000 Frs, le versement d'un acompte immédiat et substantiel — mais non chiffré — à valoir sur une remise en ordre des rémunérations, l'embauche de nouveaux agents, l'amélioration des carrières... et elles appelaient les travailleurs à se mobiliser pour « **une action de très haut niveau** ». Un texte de compromis donc et un appel très vague à la mobilisation. Aujourd'hui, personne ne sait où l'on en est. Il ne serait plus question de faire grève le 17 février comme cela avait été avancé par la CGT et la CFDT. Tout au plus, parlerait-on d'un « **temps fort** » qui se situerait autour du 19 et se traduirait par l'envoi de délégations massives auprès des préfets... Quant au ministère de l'équipement, les syndicats parlent

également d'une semaine d'action, mais à partir du 23 février.

Alors, la journée du 5 février n'aura-t-elle été qu'un coup pour rien et l'occasion pour les directions syndicales de se dédouaner à bon compte, tout en n'offrant aujourd'hui aucune perspective de lutte capable de faire céder le pouvoir ?

La large responsabilité des direction syndicales

Pour nous le seul moyen d'obtenir satisfaction et de faire céder Giscard-Chirac est la préparation dès maintenant d'un mouvement de grève générale de toute la Fonction Publique. Perspective utopique ? pour les directions syndicales, c'est certain : Seguy et Maire se sont rencontrés lundi dernier et ont conclu qu'ils prendraient « **le moment venu les initiatives nécessaires** ». Pour l'ensemble des travailleurs c'est moins sûr : la combativité manifestée dans certains secteurs le 5 montre que les travailleurs sont prêts à se battre quand l'action est bien préparée.

Toute attitude qui serait de refuser à engager un mouvement prolongé ne pourrait que désarmer les travailleurs, ceux qui sont résolus à agir comme ceux qui sont encore hésitants. Et le pouvoir pourrait une fois de plus, sans résistance, imposer sa politique d'austérité et de dégradation du pouvoir d'achat. Qu'elles signent ou ne signent pas l'accord salarial, les fédérations syndicales en porteraient une large part de responsabilités.

Le 10 février
B. K.



le 5 février à Paris

SAVIEM-BLAINVILLE

la «reprise» des luttes

Depuis plusieurs semaines, les travailleurs du département des pièces de rechange (D.P.R.) sont passés à l'action, par des débrayages allant de 2 à 4 h par jour. D'autres secteurs de l'usine ont suivi. Le problème est posé : comment étendre le mouvement ?

■ En G. B., les travailleurs de la chaîne peinture cabine effectuent des grèves tournantes.

A la cantine des serveuses accomplissent des grèves surprises, refusant de servir les rationnaires. Ce qui entraîne une baisse de production au niveau des ateliers. Les ouvriers n'ayant pas mangé refusent de travailler le ventre vide.

En G. H. les travailleurs du ferrage fourgon bas ont eux aussi déposé leurs revendications et les appuient par des débrayages d'une heure par jour.

En mécanique plusieurs services sont passés à l'action.

Tous ces mouvements ont pour but l'aboutissement des revendications suivantes :

- 250 Frs pour tous (uniforme)
- Conditions de travail
- Classifications
- Statut Renault

Plus quelques revendications spécifiques aux services. Toutes ces luttes s'appuient sur une longue expérience.

En 75, la direction a fait subir 21 jours chômeés, étalés sur six mois. Devant le chantage à l'emploi, les réactions restèrent modérées. Le seul conflit se déroula en G. B. où une expérience de contrôle des cadences s'était déroulée dans l'unité. Auparavant, 74 avait vu une occupation votée en AG et soutenue par la seule CFDT, qui n'avait pas abouti. La CGT avait alors refusé de prendre ses responsabilités.

Il faut savoir que Renault possède

99 % des actions Saviem. Que Vernier-Palliez, l'ancien PDG de la Saviem, est à présent à la tête de Renault. C'est ce même Vernier Palliez qui n'a pas hésité fin décembre à démanteler les machines de Billancourt pour briser une grève. A ce titre, la direction Saviem, fidèle à la politique anti-sociale du gouvernement et du CNPF, décide de frapper fort plutôt que de négocier.

La consigne du PDG de la Saviem, Zannotti, est claire : ne pas céder. Les armes patronales habituelles sont employées. Menaces, constats d'huissier, envoi de lettres d'intimidation chez les travailleurs.

Après avoir convoqué le CE deux jours de suite, la direction a annoncé des réductions d'horaires pour le DPR et les chaînes garnissage et montage GB, de deux heures par jour. Ceci dans un but de division. Bien au contraire, le DPR s'est mis en grève illimitée et la chaîne garnissage qui n'était pas dans l'action s'est à son tour mise en grève tournante.

Pour nous, syndiqués CGT et CFDT du groupe taupe Saviem, il nous faut à tout prix étendre l'action. Nous nous félicitons que les deux sections syndicales aient prises des dispositions unitaires, afin que les travailleurs en lutte aillent jusqu'au bout de leurs actions. Il nous paraît important de préciser que la direction peut durcir ses positions en allant jusqu'au lock-out. Dans ce cas, une seule solution s'impose, la grève reconductible avec occupation active.

Correspondant G.T. Saviem
Le 6 février 1976



R.T.C. (DREUX)

Grève avec occupation

■ Mardi soir à 18 H 30, les travailleurs de la Radio-Technique Compelec à Dreux ont décidé l'occupation et la mise sur pied de piquets de grève. Cette décision était la conclusion logique de 15 jours d'actions. L'usine RTC emploie 1 750 personnes dont 80 % d'immigrés.

Les ouvriers avaient commencé par des débrayages de 4 H. Mais, devant l'intransigeance patronale, ils avaient voté le 5 février la grève par 24 H reconductibles. Ils sont plus de 1 000 en grève et réclament :

- 5 % d'augmentation
- La réduction des cadences
- **Egalité des salaires entre hommes et femmes**

La CGT, seul syndicat dans l'usine, mène la lutte. Cette grève fait suite à des luttes terminées (Verlinde, Actime) ou encore dans d'autres boîtes (Promill, Bazoche, Renault) de la région drouaise et en Eure-et-Loir.

TELEGRAMMES

21 FEVRIER A LA MUTUALITE
MEETING DES FOYERS SONACOTRA

43 foyers SONACOTRA sont aujourd'hui en grève dans la banlieue parisienne :

- contre les loyers trop chers (27.000 francs par mois pour 6 mètres carré par personne) alors que les foyers sont construits avec les fonds du FAS lui-même, alimenté par les cotisations des travailleurs immigrés, qui payant ainsi deux fois leur logement.
- contre les règlements intérieurs et les gérants fascistes
- pour l'égalité des droits, y compris les droits politiques.

VALLOUREC (NOISY-LE-SEC)

Après l'échec de la longue grève qui s'est terminée dans la confusion le 4 février, c'est l'heure des règlements de comptes. Certains militants CFDT particulièrement actifs durant le mouvement sont inquiétés par la direction. Il faut serrer les coudes et dans l'unité organiser la riposte.

RENAULT-BILLANCOURT

La grève des pistoletteurs du 74 s'est terminée sur un compromis peu favorable. Durant cette lutte, s'est posé une nouvelle fois le problème du contrôle, leur travail ayant été assuré pendant la grève à Chausson (Creil)

SNPA (LACQ)

Grève générale de 24 h le 12. Pour protester contre les menaces que fait peser sur l'emploi la fusion SNPA-ELF, et contre la dégradation des conditions de travail, une grève devait avoir lieu le jeudi 12 pendant toute la journée. Elle devait regrouper ouvriers, maîtrise et cadres. Une campagne d'explications est engagée dans toute la région.

Toutes ces luttes qui sont les plus amples que le département ait jamais connu posent le problème de la solidarité mais surtout celui de l'unification des mouvements pour faire céder le patronat local, qui se veut de combat. Elles posent, et en particulier celle de la RTC, le problème de la démocratie ouvrière comme garantie pour la satisfaction des revendications. Au fil des jours, il devient évident pour de nombreux travailleurs que cette lutte leur appartient, qu'ils ont leur mot à dire sur les revendications, dans les négociations, sur les formes de lutte.

Correspondant
Le 11 février

HOPITAUX (LYON)

UNE LUTTE D'ENSEMBLE

■ Sur Lyon, tout avait commencé par une journée d'action sur les hôpitaux publics et privés, regroupant CGT-CFDT-FO. La CGT lançait alors la perspective d'une action prolongée sur trois semaines. D'abord une grève de 24 h, puis de 48 h et enfin pour clôturer le tout, la dernière semaine, 72 h. Ceci à l'échelle du département. Le problème se trouvait donc posé d'une extension possible du mouvement à l'échelle nationale cette fois. Les meetings intersyndicaux prévus à cette occasion ont surtout vu de violentes attaques antigauchistes de la part de la CGT. Ce qui est maintenant avancé c'est la grève de l'AP le 27 février à Paris et la possibilité de s'intégrer, dans ce mouvement. Reste à préparer très sérieusement cette action car les syndicats, d'accord sur ces actions ne donnent pas de consignes précises.

Correspondant

sur les 300 employés par cette entreprise. A la suite du refus solidaire de ces salariés et d'un avertissement de l'Inspection du travail, la direction engage un processus de licenciement à l'encontre de 35 salariés du service marketing-visite médicale.

Le chef de la visite médicale, délégué syndical CGT (déjà mis à pied il y a deux ans pour activités syndicales) serait licencié. De même que les employés et visiteurs médicaux.

Par contre, pour certains cadres régionaux et pour l'adjoint du chef de la visite médicale, la direction prévoit le réemploi.

La différence de sort réservée à ces salariés est basée sur une discrimination entre les militants syndicaux au service des salariés et les « syndicalistes » qui coopèrent avec la direction pour ce plan de licenciements dont les motifs économiques sont contestés par les syndicats (...)

La section CGT Lematte et Boinot

GROUPES TAUPE ROUGE SNCF
LIGUE COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE

CONDITIONS DE TRAVAIL
ACCIDENTS



LA 'TAUPE' SUR LES RAILS N°2

3 FRANCS

Passer vos commandes
à la librairie Rouge

COUP
POUR
COUP

N°4



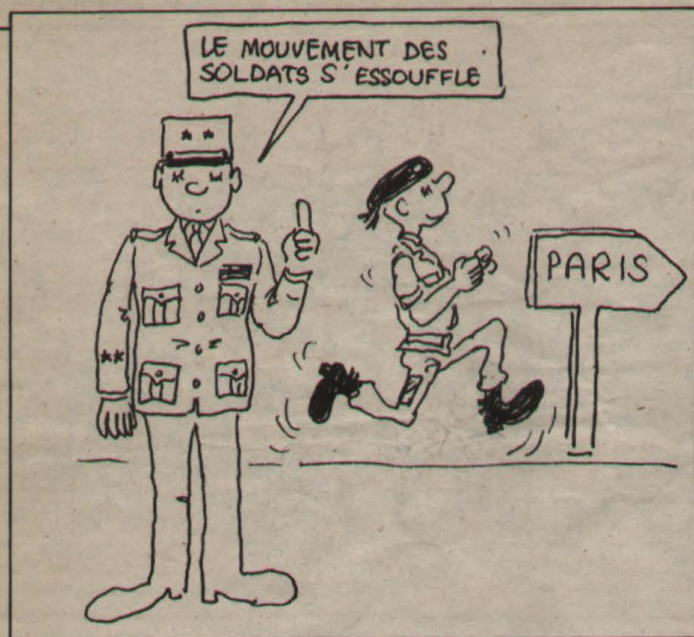
ARMÉE

DES COMITES
AU SYNDICAT
DE SOLDATS

2 F

LEMATTE ET BOINOT des menaces sur l'emploi

■ La direction du Laboratoire avait proposé illégalement des « transactions » de démission à 80 salariés,



LE MOUVEMENT le moribond se

Matraquages à Amiens, arrestations à Narbonne, procès à St-Brieuc et Metz, le développement de la solidarité avec les militants et soldats emprisonnés n'a pas l'heur de plaire à tout le monde. Mais il en faudrait davantage pour entraver le

L'offensive lancée par le gouvernement avait des objectifs précis : briser net le mouvement de lutte des soldats, décourager le courant de solidarité active qui s'organisait autour de lui au sein du mouvement ouvrier.

Plus de deux mois après le lancement de l'opération « Cour de Sureté de l'Etat », où en sont les Comités de Soldats, et quelles sont leurs perspectives ?

■ A la répression contre les militants civils soupçonnés d'avoir apporté une aide concrète aux Comités s'est immédiatement conjuguée une offensive sans précédent d'intimidation dans les casernes.

Outre les appelés inculpés (à Cazeaux, Besançon, Chaumont, etc...), des dizaines de soldats suspects d'avoir participé à l'animation des comités ont été mutés, emprisonnés sans possibilité de défense d'aucune sorte. Partout dans les casernes, la S.M. déploie les grandes manœuvres.

On comprend que le premier objectif des Comités ait été de conserver leurs conditions d'activité. On ne peut nier que la relative impunité dont jouissaient en général les Comités, malgré les coups de chiens sporadiques de

la S.M. les préparait très incomplètement à une attaque frontale généralisée de la part des flics militaires. Il a donc fallu revoir les modalités de réunion, de liaison, réétudier les conditions techniques de sortie des feuilles, etc...

Bigeard explique, tout content, qu'il n'existe plus aujourd'hui qu'une cinquantaine de Comités de soldats. Déclaration incontrôlée dont il a le secret ? Tout les renseignements dont nous disposons contredisent en tout cas ce type de fanfaronnade.

Un flic derrière chaque bidasse ?

Rares sont finalement les Comités de soldats qui ont été démantelés. Même : il semble que ceux que la ré-

pression a le plus sévèrement touché sont en passe de se reconstituer. Mieux encore : ils gagnent une audience plus large. Ce n'est en effet un secret pour personne que de nombreux appelés, jusqu'à présent restés en marge de l'activité des Comités sont à ce point écoeürés par la campagne gouvernementale, qu'ils entrent maintenant en lutte au sein de ces fameux comités de d'aucuns se complaisent à décrire comme minoritaires et coupés de la masse du contingent.

Alors ? La solution serait-elle de mettre un flic derrière chaque bidasse ? Les doux rêves de Bigeard trouvent là leur limite. Car les faits sont là, tenaces et têtus : non seulement la plupart des comités subsistent, mais des petits nouveaux apparaissent. Les anciens ? Rien que pour les derniers jours : « Le Sort du

Con » journal du Comité de Sarrebourg qui fut l'un des tous premiers Comités actifs sort cette semaine son 10^e numéro ; à Marseille, le « journal de l'appelé » reparait, assorti d'une longue lettre ouverte à Chirac ; à Reims, les camarades du 1^{er} GCM qui avaient appelé en novembre à une rencontre nationale ressortent leur bulletin « G.V m'facher », « Gardavouffix » reparait à Clermont ; etc... Les nouveaux ? Le « Moral de l'Appelé » du 151^{er} RI de Moulins-les-Metz ; « On ne marche plus » au RMT de Montlery ; « Nouvelles Bases » à Villacoublay. De Dinan, de Sarrebourg, de Grenoble, etc... Les comités publient des communiqués. Plus intéressant encore : les manifestations de ras-le-bol spectaculaires refont leur apparition, à Satory-Versailles par exemple.

Objectifs maintenus et difficultés nouvelles

Pas question pour autant de verser dans le triomphalisme béat. La combativité, pour non démentie qu'elle soit, se heurte à des problèmes importants ; et notamment celui des objectifs que doivent se fixer les Comités, par delà leur diversité et la richesse des débats en cours.

La réunion nationale qui se préparait fin novembre correspondait à un besoin impérieux d'échange d'expériences, d'homogénéisation des objectifs. Elle devait en tout cas permettre de clarifier la perspective avancée par la plupart des Comités : la construction d'un syndicat de classe des soldats lié aux organisations ouvrières.

Cet objectif reste absolument valide. Il correspond parfaitement au stade de développement des Comités, à la réalité de leurs luttes, au type de débats qui s'y tiennent. L'ampleur de la répression qu'ils viennent de subir et qu'ils subissent encore ne fait que souligner l'urgence d'une réunion de ce type.

Cette réunion nationale pourra-t-elle pour autant se tenir dans les conditions et dans les délais qui étaient envisageables fin novembre ? De nombreuses et trop nouvelles difficultés sont apparues depuis deux mois pour que cela soit possible. Dans la mesure où elle n'est pas un gadget publicitaire, une réunion de ce qui suppose un débat préparatoire, la circulation de textes, etc... Les Comités pensaient pouvoir compter sur le soutien pratique de nombreuses instances du mouvement ouvrier. Les conditions de ce soutien ont assez sensiblement

Extrait du journal « le reflet du sort du con » publié par le comité de soldats de Sarrebourg et le CEB de Trèves

LES RAISONS DE NOTRE LUTTE

■ Pourquoi le gouvernement s'acharne-t-il sur des gens qui, en fait, ne demandent que des droits élémentaires : le droit de penser, de lire, de s'organiser librement au sein de l'enceinte militaire. Pourquoi crie-t-on au complot international ?

Pourquoi arrête-t-on des civils, des militants syndicalistes, des soldats ? L'enjeu paraît d'importance et il l'est...

Nous demandons le droit d'expression et d'organisation au sein des casernes pour pouvoir nous défendre. Si des services ont lieu, s'il y a abus de pouvoir, si nous ne sommes pas d'accord avec une action perpétrée par nos grades, nous voulons avoir le droit de contester comme au boulot.

Toi postier : refuser l'ordre qui t'envoie briser la grève de tes camarades. Toi, conducteur de la RATP : refuser de jouer le rôle de « jaune » sous prétexte que tu es sous les drapeaux.

Nous voulons le droit légal de dire non !

Bigeard a été censuré dernièrement à l'émission « le petit rapporteur ». Jacques Martin n'a pas osé passer sa dernière gaffe, le journal « le Point » a publié les dires de Bigeard : « L'armée n'est pas politisée, elle est à la botte du gouvernement... » Bigeard a raison et le « reflet du sort du con » est content d'accueillir Bigeard dans sa rédaction... « L'armée est à la botte du gouvernement », voilà la réponse à tous ceux qui pouvaient encore douter de sa neutralité. Voilà pourquoi nous voulons pouvoir avoir droit de regard et d'organisation sur celle-ci.

Avec un syndicat d'appelés, peut-être n'y aurait-il jamais eu de guerre d'Algérie dans la mesure où les syndicats et les travailleurs étaient contre cette guerre fratricide, la possibilité collective de dire non aurait pu empêcher des milliers de jeunes français et de jeunes arabes de mourir pour rien.

L'Algérie, était-ce la défense nationale ?

L'intervention contre les grèves, est-ce la défense nationale ?

L'arrestation de soldats et de syndicalistes, est-ce cela aussi la défense nationale ?

DECLARATION DE CEUX QUI DISTRIBUENT CE JOURNAL

■ Pourquoi est-ce que nous soutenons la lutte des soldats français pour leurs droits ?

Les appelés de l'armée française sont, à la plus grande partie membres de la classe ouvrière française qui mène la lutte économique et politique contre l'exploitation et privation de ses droits. A l'époque de l'impérialisme, un tel combat contre les trusts multinationaux, doit être une lutte de la classe ouvrière internationale.

La solidarité des travailleurs doit dépasser les frontières des pays !

La même chose est valable pour les « travailleurs en uniforme », avant tout, s'ils doivent faire le service militaire dans un autre pays ! Loin de leurs parents, amis et séparés de leurs organisations syndicales.

La lutte des soldats pour leurs droits est rendue difficile avant tout par la restriction de leur liberté d'expression et d'organisation ! A cause de cela, les membres des « Comités de soldats » n'ont pas le droit de distribuer leurs journaux eux-mêmes. Pour ces raisons, nous prenons cette tâche comme acte de solidarité internationale.

Vive la solidarité internationale !

Comité de solidarité franco-allemande

DES SOLDATS : e porte bien

développement du mouvement de solidarité et l'essor des comités de soldats. Le succès de la mobilisation pour la marche du 15 février et la multiplication des feuilles de comités en portent témoignage...

changé Mais aussi, de nombreux thèmes de discussion ont rebondi : par exemple sur la nature des liens à établir avec le mouvement ouvrier, sur la forme de structuration nationale à promouvoir, sur la définition même des Comités de Soldats en tant que cadre unitaire.

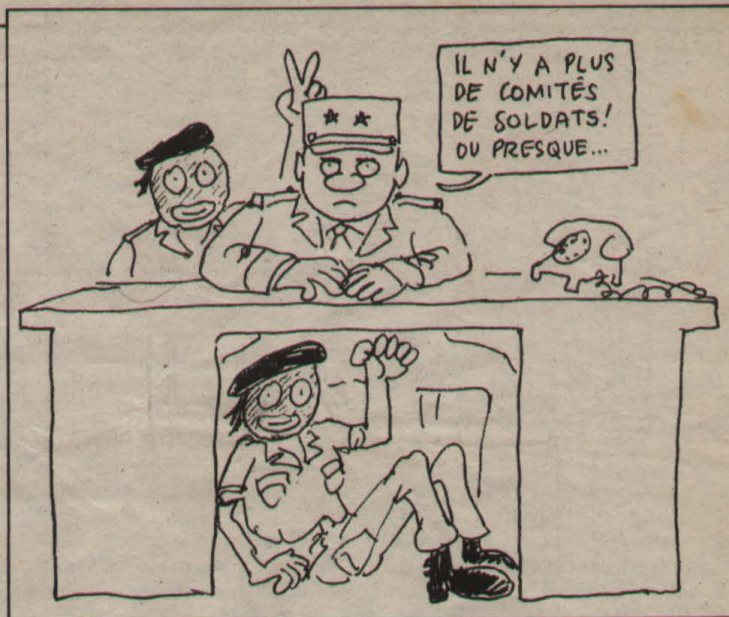
Les assises nationales à l'ordre du jour

Un des buts de l'opération Cour de Sureté de l'Etat était précisément de briser durablement la solidarité de plus en plus étroite qui se nouait entre les comités et de nombreuses instances du mouvement syndical. De ce point de vue là, Chirac a incontestablement marqué des points. Par delà les scandaleuses reculades de la solidarité face à la répression, toutes les entraves possibles ont été imposées par les bureaucrates pour freiner le soutien que de nombreuses instances syndicales apportaient aux luttes des soldats. Les diktats des réformistes obligent maintenant les militants les plus conscients à apporter une aide dissimulée, voire conditionnelle aux soldats en lutte qui les sollicitent.

Cette attitude doit-elle dissuader les Comités de rechercher opiniâtement le soutien du mouvement ouvrier pour appuyer leurs luttes ? Certes, non. C'est précisément la tâche des militants révolutionnaires de faire comprendre l'enjeu décisif qu'il y a à lier les luttes des soldats aux luttes de la classe ouvrière, quelles que soient les difficultés rencontrées. Rien ne serait plus grave à l'heure actuelle que le repli des comités sur eux-mêmes. C'est bien ce qui justifie que se développe la bataille pour la construction d'un syndicat des soldats. Les tergiversations, les dérobades des réformistes ne sauraient nous faire mettre en doute la justesse de cet objectif qui témoigne de la volonté des soldats les plus avancés d'établir une jonction permanente avec le mouvement ouvrier. A aucun niveau il ne s'agit de s'aligner sur les capitulations des directions ouvrières : ni sur la question du syndicat, ni sur le contenu de la plate-forme de lutte.

C'est dans cette perspective qu'il faut envisager les prochaines initiatives. Les Assises ont toujours et plus que jamais à l'ordre du jour. La répression maintenant permanente imposera sûrement des modalités nouvelles de préparation. A chaque pas dans toute la mesure du possible, le mouvement ouvrier devra être associé aux discussions préparatoires. Une tâche apparaît déjà comme essentielle : mettre le plus vite possible en circulation un projet de plate-forme revendicative, actualisant l'Appel des 100, susceptible d'être discuté dans tous les comités mais aussi au sein des organisations syndicales. Une plate-forme unifiante, centrée sur les revendications démocratiques est actuellement une des meilleures armes dont puissent se doter les Comités dans leur lutte contre l'arbitraire du pouvoir, d'une part pour leur développement en tant que cadre unitaire de lutte, d'autre part.

La Vigueur du mouvement des soldats en pleine phase de répression indique bien à quel point ce mouvement est maintenant une donnée stable de la crise de l'institution militaire. La lutte des classes est entrée dans les casernes. Elle n'en sortira plus. Ceux qui se réclament du mouvement ouvrier devront en tirer toutes les conséquences.



● SARDOU RECRUTE

« Qui n'a pas balayé sa chambre ? Mais aussi, qui n'a pas tapé le carton lors des grandes manœuvres ? Les planqués sans doute ! Faut l'admettre : à l'armée il y a du bon et du mauvais. Les lits de fer qu'il faut tailler au carré. Et ces satanés croquenots qu'il faut chausser ».

Conclusion de cette tirade bon enfant : « Ce n'est pas une raison pour se syndiquer » !

Tout ça - et bien d'autres choses du même genre - c'est « M.S Magazine » qui le dit « M.S », le nouveau canard « pour jeunes » consacré à la gloire de Michel Sardou ; et par voies de conséquence, à la défense des grandes causes nationales. Après le « France », l'armée. N'hésitant pas à payer de sa personne sur l'autel de la Patrie, Sardou fait illustrer l'article d'une photo de lui, en bidasse. Puisque lui aussi « Y » est passé



Dans la même logique de défense des valeurs bien de chez nous, le sergent recruteur Sardou présente, quelques pages plus loin, une interview de Jane Birkin. Cette délicate enfant explique à quel point elle aime que Gainsbourg lui fiche d'érotiques raclettes

l'aurait on deviné : pour assurer le succès de son canard sur le marché encombré des « Ici-Paris » pour les jeunes, Sardou a su s'entourer d'une fine équipe. Pierre Montespan, le rédacteur en chef, et la plupart des rédacteurs sont des anciens de « Minute ».

● UN PROCES A SAINT-BRIEUC

2 militants antimilitaristes passent en procès le 12 février à Saint-Brieuc pour avoir diffusé, il y a plusieurs mois un tract signé : « Comité de soutien aux soldats en lutte » et « Comités de soldats ». Ils sont inculpés « d'injures à l'armée » et « provocation à la désobéissance ». Un large mouvement de défense s'est développé sur la région. La CGT, la FEN, le PS, le PC et le PSU viennent d'adresser un communiqué commun à la presse :

« Les 5 organisations affirment qu'il s'agit là d'une atteinte caractérisée à la liberté d'expression, le tract incriminé se bornant à dénoncer les conditions de vie des soldats de Dinan dans leurs casernes, et que les dossiers des deux inculpés est aussi vide que celui des personnes déférées devant la Cour de Sureté de l'Etat pour des motifs semblables. C'est pourquoi les organisations politiques et syndicales exigent pour tous la levée et l'arrêt immédiats des poursuites ».

● LES PARAS N'ACCEPTENT PAS !

Après qu'un sous-officier du 8^e RPIMA de Castres ait tiré à bout portant sur un appelé, le blessant grièvement, après qu'un appelé du 1^{er} RCP de Pau, dispensé de marche, soit mort d'épuisement après une marche forcée.

Nous, Comités de parachutistes de la 11^e Division Parachutiste, berceau des Biquard, Massu et consorts.

DENONÇONS ces « accidents » comme la conséquence de la pratique courante de l'encadrement alliant l'intimidation, les brimades, l'abrutissement et la terreur à la démagogie de « l'esprit para ».

DENONÇONS l'anticommunisme et l'appel à la guerre civile contre le mouvement ouvrier que déverse la hiérarchie dans « Debut des PARAS », journal de l'Union Nationale des Parachutistes regroupant les nostalgiques de l'OAS.

NOUS NOUS SENTONS CONCERNÉS par la répression du mouvement des soldats par le pouvoir.

EXIGEONS la libération immédiate de tous les emprisonnés, la cessation des poursuites, et la libération des dizaines de soldats purgeant des 60 jours d'arrêts de rigueur ; nous exigeons aussi la levée de toutes les inculpations et la dissolution de la cour de sureté de l'Etat.

EXIGEONS la satisfaction de nos justes droits conquis par ailleurs : libertés d'expression, de réunion et d'organisation.

EN APPELONS à l'ensemble de ceux qui se reconnaissent dans notre lutte à multiplier les initiatives, telle la montée nationale, à Paris le 15 février, en se solidarisant avec le mouvement des soldats, marins, aviateurs et parachutistes. COMITES DE PARACHUTISTES DE LA 11^e DIVISION PARACHUTISTE.

LES FILLES AUSSI

Les filles sont presque aussi nombreuses que les garçons dans les CET, et les CET sont mixtes. Il n'en reste pas moins des CET féminins et des CET masculins : les filles forment la grosse majorité des effectifs dans les CET commerciaux : sténos, dactylos, secrétaires, agents de bureau, parmi les professions les plus bouchées, avec un gros risque de chômage. Dans l'industrie, les filles forment 15 % des effectifs, mais presque toute dans la couture.

Bien sûr, il n'y a pas de débouchés dans la couture, mais ces femmes seront habiles de leurs mains... On les embauchera comme câbleuses, avec des salaires au rabais, très peu de filles ont un CAP d'électronique.

La chaîne ou le pool de dactylo, voilà l'avenir lumineux qui s'offre aux collégiennes, quand elles ont la chance de ne pas être au chômage.

*une secrétaire
doit être distinguée*

■ « Tous les jours on nous le répète : une secrétaire doit être distinguée, bien maquillée... d'ailleurs, nous avons droit à des cours de maquillage, on nous apprend à nous faire les yeux en amande ! A force de l'entendre, des milliers de fois, les filles le croient : »

A Bezons, comme dans les autres CET de filles on exige d'elles une tenue agréable, combien de fois ont-elles entendu que la qualité du travail et la bonne présentation des filles avaient la même importance... « Si vous voulez devenir secrétaire de direction ». Elles ont beau savoir qu'en fait de secrétariat de direction, c'est le pool dactylo qui les attend, il en reste malgré tout quelque chose.

Si les collégiennes doivent être pimpantes, souriantes, elles n'en sont pas moins des filles, et le mépris de l'administration s'attache à leur rappeler. Ainsi cette phrase mille fois répétée à l'étude d'un surveillant général à Bezons, c'est un ancien adjudant chef, comme il se doit : « Si vous continuez à parler, je vais chercher une serviette hygiénique et je vous la colle dans la bouche ».

Les filles doivent rester à leur place, au CET Charenton à Paris, elles n'ont le droit de fumer que dans un coin précis de la cour où personne ne peut

les voir. Ainsi l'honneur est sauf. Car personne n'est soucieuse de l'honneur des filles comme l'administration des CET. Telle directrice du 12^e fait le tour des cafés pour surveiller ses brebis et convoque les parents pour les mettre en garde contre la débauche de leur progéniture ; tel directeur adjoint de l'académie de Nantes, envoie une lettre aux parents d'un collégien qui « fréquente une jeune fille de couleur noire ». On aimerait tant de sollicitude pour la bouffe ou le chauffage.

Les exemples sont nombreux et la tracasserie devient drame quand une fille se trouve enceinte : elle doit subir en plus du mépris et de la répression de l'administration, les sarcasmes des garçons (« celle-là s'est fait sauter une fois, pourquoi pas deux ») et l'absence de solidarité des autres filles qui craignent trop d'être assimilées à elle.

Prendre les luttes en main

En effet, dès le CET, les filles ont du mal à imaginer un autre avenir que celui qu'on eu leurs mères. Même si elles sont jeunes, même si la « mise des valeurs les faits remettre en cause cette situation, elles assument déjà beaucoup la double journée de travail, elles savent déjà qu'elles ne gagneront qu'un « salaire d'appoint » « Elles



Puech

subissent le cours et attendent le Prince Charmant, un prince charmant à moto» dit une collégienne de Bezons. La remise en cause de leur situation ne peut se faire que par des discussions individuelles, nombreuses après les cours de maquillage par exemple, ou dans la lutte, ce qui s'est passé au CET Commercial de Bezons, contre les conditions de chauffage (11^e). Le 3 février, les profs se mettaient en grève, mais pour une journée, les élèves décidaient de continuer seuls. Les filles surprisent l'intendant qui prenait la température des bâtiments à 11 H 30 et... sur le radiateur. Pendant que trois filles allaient prévenir le directeur de la supercherie, les autres séquestraient l'intendant. Le comité de grève a organisé la solidarité (débrayages au CET industriel, contacts avec les parents d'élèves). Finalement, 1,2 M ont été débloqués pour réparer le chauffage.

« Au début, les mecs ont voulu prendre la lutte en main. Les filles sont une grande

FAITES CHAUFFER L'ECOLE

● Au CET Jean Moulin, la bouffe est « dégueu » : dans ce CET de Rosny, les collégiens ont fait circuler une pétition sur la bouffe avec engagement de faire grève. Du coup l'ordinaire s'améliore, surtout le jour où le maire, PC est invité à la table des collégiens. Mardi, la grève de la bouffe est suivie à 70 %. Depuis les collégiens restent mobilisés. L'exemple de Grenoble est discuté : constitution d'une commission de contrôle sur la bouffe, sans rentrer, bien sûr, dans une logique de participation où les collégiens devraient tenir compte des impératifs de budget... le budget n'est pas leur problème, leur problème est d'avoir une bouffe suffisante et bonne.

● 10 % pour le CET Lacourbe : Le lycée technique avait droit aux 10 %, pas le CET. Un comité de mobilisation, regroupant de 20 à 50 lycéens et collégiens, réclame les 10 % pour tous.

Le directeur ayant refusé de recevoir le comité qu'il ne jugeait pas représentatif, les collégiens ont imposé les 10 % sous la forme de 2 jours de commission, théâtre, films, débats. Un débat sur le chômage des jeunes avec l'UL-CFDT fut organisé. 50 % des élèves étaient présents au 10 %. Comme par hasard, une semaine plus tard, la commission permanente du CET décidait de consacrer 2 jours par trimestre aux 10 %. La mobilisation continue pour que ces 10 % ne se fassent pas classe par classe (proposition d'un prof d'emmener sa classe visiter Usinor Dunkerque, histoire de se mettre dans l'ambiance) mais soit l'occasion de contacts entre les classes.

● Un exemple d'unité : au lycée Montaigne, dans le 6^e arrondissement de Paris, une réunion de soutien aux emprisonnés pour « démolition de l'armée » s'est tenue le 5 février. Pour mettre en place un Comité pour leur libération, préparer la montée du 15 février, et la mobilisation sur le lycée. Rien de très surprenant. Si ce n'est que le tract d'appel était rédigé, signé et diffusé par l'UNCAL, la JC, le groupe « Révolution », et la LCR du lycée. Exemplaire.

● Un CET comme les autres : le dernier numéro (n° 21) de « Ceux du technique », journal de l'organisation de « Lutte ouvrière » dans les CET,

sous la rubrique « le roi des C... », raconte cet incident survenu au CET de Juvisy (91) : « Un matin, n'ayant pas le cours de math habituel, une surveillante est venue nous garder. Un élève riait seul en lisant un magazine, elle lui dit : « Votre intelligence est vraiment basse ». L'élève lui répond. Elle réplique : « Si vous étiez intelligent, vous ne seriez pas au CET ». La classe proteste, un élève lui demande alors : « Alors, vous, pourquoi vous êtes ici ? ». La surveillante le traite d'insolent et l'envoie chez la surveillante générale avec une dissertation à faire sur le sujet : « l'erreur est humaine, le pardon est divin » (!)

● Contre la réforme du deuxième cycle universitaire : l'administration universitaire utilise les armes les plus mesquines pour essayer d'enrayer le mécontentement grandissant des étudiants contre la dernière réforme en date (voir « Rouge » de ces dernières semaines). Ainsi à Tolbiac un des centres universitaires de Paris, durant les six dernières semaines aucun des 4 UER n'a eu cours en même temps : vacances et partiels sont savamment dosés, et, en alternance, empêchent les étudiants de se rencontrer. Néanmoins la mobilisation continue à Toulouse, où les facultés de Lettres et Sciences sont en grève. Celle de Sciences a voté le 6 février un appel jugeant « inacceptables et in-

namendable » le décret de réforme. Les étudiants ont obtenu que « le conseil de l'université siège en public. Il a condamné la réforme du 2^e cycle, demandé son abrogation et suspendu les travaux des commissions qui la mettent en place ». En Lettres, où la grève est générale et massive, l'AG du mercredi 11 a rassemblé 1200 étudiants et voté une motion exigeant la libération des emprisonnés de la Cour de sûreté. La prochaine échéance : les élections au Conseil d'Université le 18 février. A Rennes, c'est aussi la fac de lettres qui est en grève : une manifestation a rassemblé 1200 personnes le 11 février, soutenue par le SGEN-CFDT et le SNESup-Lettres. Les étudiants rennais demandent entre autres, « l'ouverture des facultés aux travailleurs », « une formation générale pour tous », et la « titularisation des maîtres-auxiliaires ». Enfin, une coordination des Comités de lutte étudiants parisiens s'est tenue le 10 février : le 23 février, après une semaine de vacances, un bulletin sera diffusé contenant l'appel des étudiants de Nantes (cf Rouge n° 334) et un texte des étudiants de Villetaneuse (Seine St Denis). Ces derniers ont séquestré durant trois heures le 5 février dernier leur conseil d'université qui avait refusé de répondre à leurs revendications.



James Marangé et André Henry

JACQUES PAPINSKY

● Jacques Papinsky est hospitalisé dans un état grave depuis quelques jours. Il continue la grève de la faim pour obtenir sa réintégration dans l'Education nationale. Le ministre a répondu « non », la majorité de la FEN a refusé de le soutenir. L'affaire Papinsky concerne tous les enseignants, victimes de l'arbitraire de l'inspection et du rôle de chiens de garde que le pouvoir voudrait leur faire jouer. Elle ne doit pas rester dramatiquement un combat individuel et isolé. A Paris, une vingtaine d'instituteurs ont occupé l'église Notre-Dame le 11 février, en faisant sonner le tocsin. Une initiative spectaculaire, sous une bannière « Réintégrez Papinsky », pour que se développe la solidarité.

majorité dans le commercial. On a dit non, vous devez participer à la lutte, mais c'est à nous de l'organiser. Les garçons ne réagissaient pas bien, quand on a été au CET raconter qu'on était en grève pour le chauffage, il y avait des réflexions du genre : on va vous réchauffer. Nous avons combattu ça aussi ».

Sifflées dans la cour, agressées au Ciné-Club, les filles doivent imposer leur droit à se battre, face aux collégiens. Ceci est d'autant plus difficile quant il s'agit de leur faire reconnaître le rôle d'un groupe femme. Un exemple parmi d'autres : l'école Estienne à Paris, le trimestre dernier : le groupe femme se réunissait dans une salle de classe, les gars défilaient (« qu'est-ce que vous faites là, vous voulez des carottes... »). Le climat était tendu dans le bahut. Un jour, une fille est coincée dans le vestiaire des garçons et brûlée avec une cigarette « c'est comme ça qu'on marque le bétail ». Les affiches du groupe femme couvrent tous les murs. Le directeur convoque une fille du groupe dans son bureau et la martèle de questions : qui sont les coupables, elle finit par donner des noms... La situation s'embrouille (Le groupe femme a mouchardé). Une Assemblée Générale réunissant 100 collégiens et collégiennes essaie de mettre les choses au clair ; après avoir décidé unanimement que ce n'était pas au conseil de discipline de sanctionner l'affaire, filles et garçons ont engagé une discussion collective qui fut pour beaucoup l'occasion d'une prise de conscience. Le groupe femme joua son rôle dans la discussion et en sortit fortifié, par l'audience et par le nombre.

A travers les luttes nombreuses qui se mènent dans les CET depuis le début de l'année, les filles se sont affirmées, elles ont commencé à se poser le problème de leur place au CET, du rôle qu'il voulait leur faire jouer, à l'école et plus tard, au travail, et aussi de leurs rapports avec les collégiens. Les deux grèves les plus dures, victorieuses, depuis le début de l'année ont été menées par des collégiennes (Pontoise et Bezons). Dans les deux cas les filles ont posé les problèmes d'organisation de la lutte et constitué un comité de grève, dans les deux cas elles ont organisé des manifestations et posé le problème de la violence policière (commission sur la violence à Bezons, permettant aux filles d'aller massivement aux manifestations après en avoir discuté, manifesté à la préfecture à Pontoise, malgré les filcs qui n'acceptaient qu'une délégation).

PAPINSKY CONNAISSENT PAS !

Un millier de délégués représentant les sections départementales des la Fédération de l'Education Nationale et ses syndicats nationaux (Syndicat national des Instituteurs, Syndicat national de l'Enseignement secondaire, ...), participent aux travaux du congrès qui s'est ouvert lundi 9 février à Grenoble. D'emblée, André Henry, nouveau secrétaire général a donné le ton en saluant Grenoble qui accueille le congrès « comme une ville dynamique conduite par une municipalité amie ». La tribune du congrès lors de la première séance, présidée par James Marangé, l'ancien secrétaire général aujourd'hui membre du Comité Directeur du PS, entouré par les représentants des diverses organisations, associations et mutuelles amies, était à l'image de la FEN. Un syndicat réformiste dont l'appareil s'appuie sur un petit empire culturel, immobilier, foncier, profondément enraciné dans la société capitaliste.

■ Pour la première fois depuis une dizaine d'années, la majorité fédérale sortante UID a stoppé la perte d'influence continue qui la menaçait depuis 1968. Les gains obtenus au SNI à la suite de la normalisation du fonctionnement de ce syndicat (notamment grâce à l'introduction du vote par correspondance qui permet à la « majorité silencieuse » de s'exprimer) sont une première explication de cette évolution qui résulte cependant d'un processus politique complexe. En effet, le développement du PS depuis 70 qui commence à faire sentir ses effets au sein même de la FEN, permet à la majorité fédérale de consolider son audience électorale et la crédibilité.

La complexité des divisions catégorielles dans l'Education nationale, de l'agent de lycée au professeur de faculté, permet à la majorité de s'appuyer sur des sentiments anti-communistes traditionnels, les aspirations catégorielles et la promotion sociale, qui persistent dans certaines catégories numériquement importantes du syndicat (agents, instituteurs).

Les frères ennemis

C'est essentiellement en s'appuyant sur des secteurs en expansion depuis les années 60 (secondaire, supérieur, recherche) et sur la grande décrepitude de la SFIO que la tendance Unité et Action dirigée par le PCF s'est développée dans la FEN. Depuis 68, la direction de la FEN est marquée par l'alternance des grandes embrassades, toujours dans les périodes décisives pour la lutte des classes, et des polémiques directement liées aux polémiques PC-PS. Le congrès concrétise bien la nature du débat PC-PS dans l'Education nationale, et au delà des mots renvoie à des conceptions qui ne sont pas d'essence différente. La majorité UID et le SNI prétendent revaloriser la fonction d'instituteur. Unité et Action et le SNES se battent pour obtenir du gouvernement des augmentations de salaire qui fassent progresser le pouvoir d'achat de toutes les catégories de fonctionnaires : « pas seulement celui des plus petits ». La direction s'appuyant sur le SNI, le Syndicat des agents... prétend justifier par l'importance des avantages obtenus, la signature des contrats salariaux avec l'Etat-patron. « Collaboration de classe » rétorque aussitôt Unité et Action qui s'empresse d'ajouter que ce ne sont pas les accords en général qu'il faut repousser, mais seulement les « mauvais accords ». A propos du socialisme dont les uns et les autres parlent d'abondance, les uns et les autres ont la même peur des actions de masse qu'ils ne seraient pas en mesure de contrôler rigoureusement et qui pourraient conduire à un affrontement avec l'appareil d'Etat. La référence commune au Programme Commun montre les limites de leur division : une conquête à petits pas de l'appareil d'Etat bourgeois.

Cris : du syndicalisme enseignant

Les belles envolées sur le socialisme dans la liberté, la reprise aux « gauchistes » d'un certain langage ne

pourront pas faire oublier la crise actuelle du syndicalisme enseignant. Crise de son autonomie qui se traduit par une double incapacité. Incapacité à prendre en charge les aspirations nouvelles qui traversent le milieu enseignant depuis Mai 68, incapacité à faire face aux réformes de structure de l'Education Nationale entreprises par la bourgeoisie. Malgré cette crise de l'autonomie, la FEN garde une place décisive dans le syndicalisme en France. Car les différentes composantes réformistes savent coller aux aspirations spontanées de diverses catégories de personnel dont ils défendent la fonction. Car elle est légitimée à la fois par la PC et le PS. Car ses dirigeants savent s'avancer sur un certain nombre de terrains réservés aux « gauchistes », en en réduisant toutes les dimensions critiques et anti-capitalistes. La polémique PC-PS, bien qu'elle entre en résonance avec des éléments de crise de la FEN, ne met pas pour autant à l'ordre du jour une division : les intérêts politiques fondamentaux de deux grands courants réformistes impliquent comme perspective la plus crédible la cogestion conflictuelle.

une voix dissonante dans le congrès

Comme pour l'ensemble du mouvement syndical, la querelle PC-PS est un obstacle à la généralisation des luttes. Elle favorise l'attentisme des travailleurs. Mais elle stimule d'autre part une politisation dont ni le PC ni le PS ne seront forcément les bénéficiaires. Dans la FEN, les dirigeants sociaux-démocrates en tirent pour l'instant avantage en contraignant le PCF à la défensive. Mais cet avantage n'est que temporaire, car seuls les courants révolutionnaires, c'est-à-dire essentiellement l'Ecole émancipée, sont en mesure de poser jusqu'au bout les questions brûlantes concernant : le devenir du syndicat, les problèmes de sa démocratie interne, l'impasse de la collaboration de classe face aux réformes du système éducatif, la crise de l'école... En soulignant la nécessité d'assumer pleinement dès aujourd'hui les affrontements indispensables avec le pouvoir sur le terrain de l'école (fonctions de l'école, problèmes des effectifs, lutte contre l'inspection, etc.) en liaison avec l'ensemble des travailleurs, pour préparer le socialisme de demain. Toutes ces envolées lyriques sur le socialisme dans la liberté ou le nécessaire rassemblement national de toutes les couches antimonopolistes pour des changements démocratiques, ne doivent pas faire oublier que l'écrasante majorité des délégués, en particulier la tendance UID s'est opposée dès les premières minutes du Congrès au vote préalable proposé par l'Ecole émancipée qui demandait que tout le congrès unanime exige la réintégration immédiate de Jacques Papinsky hospitalisé après avoir entrepris une grève de la faim depuis le 19 novembre.

La Fédération de l'Education nationale regroupe 44 syndicats, rassemblant près de 550.000 adhérents, et touchant 9 ministères ou secrétariats d'Etat. La plus grosse syndicat est le SNI (instituteurs, 330 adhérents), puis vient le SNES (secondaire, 92.000 adhérents), et les agents (SNAEN, 32.000).



« LA FACE CACHEE DE L'OLYMPISME »

(Le Figaro du 4/2)

« 2500 membres des forces de l'ordre sont mobilisées... Le village olympique a été transformé en une véritable citadelle. Il est en-

touré d'un haut grillage, est équipé d'un système d'alarme et sera éclairé toute la nuit par des projecteurs puissants... »

En fait, la presse bourgeoise n'arrive plus à dissocier les deux aspects. Du Figaro à l'Equipe, ce ne sont que couplets contrastés, en toute mauvaise conscience, du genre « l'homme est un Dieu tombé qui se souvient des cieux ». Tenez, prenez le journaliste du Figaro pendant l'ouverture : « On peut, on doit oublier pendant une heure et demie les querelles mercantiles qui font rage en coulisses et les centaines d'hommes de sécurité ».

La crise est maintenant si avancée que le CIO (Comité International Olympique) dont la 77^e session s'est tenue au début des jeux, renonce à faire respecter au moins en apparence ses règlements et joue systématiquement la politique de l'autruche. Aussi est-ce en toute impunité que les jeux d'hiver ont été le théâtre de la « course aux armements » du matériel sportif, depuis le fameux ski à spatule creusée dont devait se servir Klammer jusqu'aux fusées nylon ultra-léger, et aux nouveaux casques. Mais, comme fait remarquer l'Humanité du 3/2 après l'abandon par les skieuses allemandes du casque intégral qui ferait perdre 6/10^e

dans une descente : « On ne précise pas si ce casque Comme disait Thierry Roland sur l'A2, Vendredi 6 au soir, il y a les vrais journalistes et les autres, ceux qui exaltent Franz Klammer ce vrai champion issu tout droit d'une famille de paysans montagnards et ceux qui sont à l'affût du scandale, comme l'accusation de dopage portée contre les skieurs de fond de RDA. intégral était plus efficace pour la sécurité des skieuses que celui qui va être adopté... ».

On touche là un des points faibles de la logique compétitive. Peut-on continuer à faire croire que les secondes gagnées sont un perfectionnement humain, un progrès corporel, alors qu'il s'agit d'une innovation technique destinée à être diffusée sur le marché des loisirs ?

La mort à l'entraînement de Dujon en Décembre 75, les critiques de certains coureurs par rapport au tracé des pistes favorisant la vitesse pure et augmentant les dangers mettent en évidence le caractère artificiel des épreuves : à Innsbruck, 10 000 m³ de neige ont été

transportés sur la piste de descente, gardée jour et nuit par des policiers pour ne pas altérer ses qualités.

Au moment où la presse commence à s'interroger sérieusement sur l'utilité des Jeux Olympiques, sur leur gigantisme qui n'est plus d'époque, sur l'hypocrisie de l'amateurisme, il semble bien que l'argument qui pousse une partie de la bourgeoisie à les maintenir soit le rôle moteur qu'ils jouent dans les investissements sur le marché de la neige.

Mais des secteurs importants de la bourgeoisie jetteraient bien volontiers au rancart les vieilles fadaïses de Coubertin et le caractère centralisé des jeux pour ne conserver que l'aspect sport de haut niveau, modèle du sport de masse, condition nécessaire au maintien et à l'extension des marchés.

Encore une diversion...

Pour l'Humanité du 7/12, l'affaire du doping par transfusion des athlètes de RDA est une « campagne contre les pays socialistes » et « une grossière manœuvre de diversion » pour masquer la pauvreté du sport français ! Existerait-il un athlète socialiste dont les performances ne seraient dues qu'à des qualités naturelles à la différence d'un champion d'un pays capitaliste ?

En fait, la même logique sportive - celle de la performance - entraîne les mêmes pratiques.

Pour nous, c'est un logique qu'il faut briser, celle qui diffuse des modèles corporels hypertrophiés et occulte les intérêts historiques de la classe ouvrière sous un langage nationaliste !

POUR LE FRIC OU POUR LE PLAISIR ?

Le ski de randonnée est à de nombreux égards opposé à la logique compétitive et commerciale du ski alpin. Même s'il peut constituer un nouveau marché à terme pour la bourgeoisie, il représente souvent aujourd'hui une forme de « résistance » aux aspects

tant commerciaux qu'idéologiques de la pratique des sports d'hiver. Il en est ainsi pour l'A.D.E.T (1) qui organise des randonnées dans les Cévennes. Nous publions l'interview de l'un de ses animateurs réalisé par un correspondant de Rouge.

Ton association anime la vie à la campagne. Cette année vous avez prévu des stages de ski de randonnée : comment vont-ils se dérouler ?

D'une durée de 6 jours, ces stages se déroulent en deux parties : les 3 premiers jours, initiation à la technique, logé dans un petit hôtel du village, puis deux jours de « raid » avec accueil chez un paysan.

Le tout pour 400F : pension plus encadrement plus matériel plus assurance.

Pour quelles raisons, l'association s'est-elle tournée vers ce type d'activité ?

Dans la région, beaucoup de jeunes font du ski pendant le week-end. Jusqu'à présent, ils ne pouvaient faire

que du ski de descente. Mais descendre-montre devient rébarbatif, de plus il y a la queue au tire-cul et cela revient cher. Alors, on a décidé d'acheter du matériel collectif. Mais celui-ci est très cher, aussi pour l'amortir, nous avons pensé à des stages en dehors des week-ends destinés à des gens de l'extérieur. Les gens du coin peuvent bien sûr y participer pour la somme de 100F le stage. Quels rapports entretient ton association avec les organismes officiels ?

Au départ, on a soumis notre projet à Jeunesse et Sport, en espérant qu'elle financerait une partie de notre matériel et nous fournirait l'encadrement. Refus total de sa part !

D'autre part, nous avons préféré

rester en dehors de l'Office du Tourisme car nous concevons ces stages, disons, dans un but « écologiques », de détente, et pour avoir des contacts avec le « citadin » et non pour le « touriste ». L'Office du Tourisme qui ne voit que le côté fric a d'ailleurs une dent contre nous.

Cette initiative n'est donc pas à but touristique mais culturel. C'est-à-dire que vous entendez animer la vie quotidienne et culturelle des gens du coin mais aussi de la ville en tissant des liens entre eux ?

Oui, c'est ça. Le type d'hébergement favorise le contact : accueil à la ferme, veillée... Disons que le ski de randonnée rentre dans un processus de réveil culturel.

Est-ce que de telles activités ne se substituent pas à celles d'organismes publics qui devraient assumer cette tâche ?

Vous aménagez une fraction des loisirs des gens de la campagne ou de la ville : c'est de fait, une initiative privée.

Est-ce que ça ne rend pas service à Jeunesse et Sport par exemple, qui pourrait assumer ce style de randonnée dans le cadre de son optique « Sport pour tous » ?

La randonnée tient à la fois du sport et du loisir, il n'y a pas de compétition qui entre en jeu. Pour nous, il suffit simplement de skier dans la nature, à son propre rythme, et d'apprécier le paysage.

Mais ceci n'intéresse pas Jeunesse et Sport qui préfère aider, localement, le ski « nordique » (2) plus apte à la compétition. D'ailleurs, de multiples

rallys (avec coupes à l'ap-pui...banquets...) sont organisés.

La prise en charge des loisirs, comment la vois-tu ?

Il faut qu'il y ait au départ quelques individus, une association qui lance ou fasse renaître ce qui est capable d'intéresser les gens : l'artisanat, les veillées, la danse... La prise en charge par ces gens ne se fera que si les animateurs discutent avec eux pour les amener à reconnaître qu'il y a d'autres valeurs que le travail et que les loisirs ça existe mais que ça s'organise.

Justement, à propos de travail, est-ce que les gens du pays ne voient pas dans le ski, un espoir face à la mort économique des Cévennes et donc un moyen de faire du fric ou de trouver des emplois.

Pour les organismes officiels, le sport, les loisirs, c'est une affaire de fric : créer des stations de ski au profit des promoteurs où les travailleurs locaux doivent se contenter d'être « perche-man ». Nous refusons cela ! Les Cévennes ne vont pas revivre par le ski de randonnée mais c'est un moyen de faire connaître les difficultés de la région. Le problème est ailleurs : il est national, tout vient de Paris. La mort des Cévennes est voulue, elle est même planifiée. Notre activité culturelle ne cache pas cette situation, au contraire, elle la dévoile !

(1) Association pour le développement économique et touristique. Ecole Publique 48220 Pont de Montvert.

(2) Le ski de fond

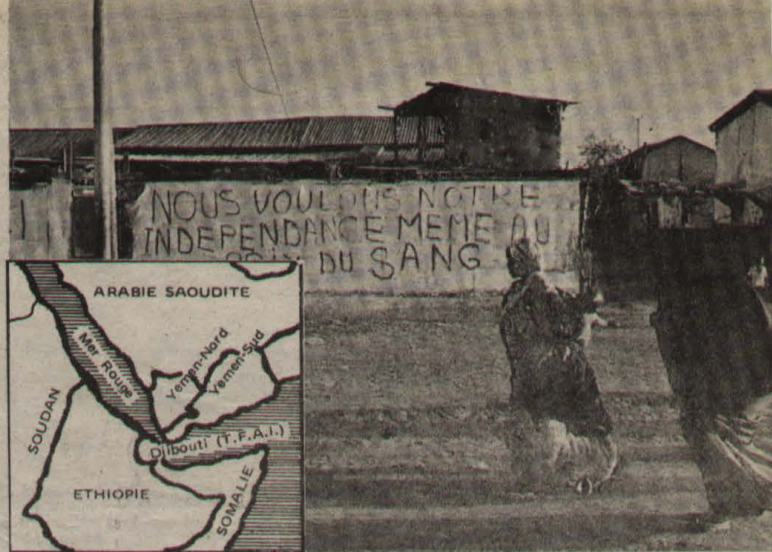
DJIBOUTI: une proie pour l'impérialisme

■ Le jeu des stratégies impérialistes dans l'océan indien doit être appréhendé selon deux points de référence: l'histoire des présences impérialistes dans la région et la modification des rapports de force mondiaux symbolisée par les victoires des peuples d'Indochine. En ce sens son importance se justifie par son rôle de voie de transit (route du pétrole) et en fonction des zones qui le bordent. La présence impérialiste devant permettre contrôle voire intervention dans des régions où ses intérêts sont considérables: Afrique orientale, Péninsule arabique, Golfe persique, Asie du sud.

Verrouiller la région

La coopération et l'intégration des systèmes militaires des différentes fractions impérialistes permet un quadrillage particulièrement efficace. Qu'on en juge: Bases de Kagnew (US) en Erythrée; de Simonstown en Afrique du sud (GB-ASvd); de Darwin et Freemantle en Australie (GB); des Iles Cocos (Aust.) réseau en construction à

Karouhar, Aldabra au Nord-Ouest de Madagascar; Seychelles à l'Est de Zanzibar (GB-US); capacité de l'île de Diego Garcia portée de 3 à 5 porte-avions (US); location de l'île de Masirah au sultanat d'Oman par les USA; israéliens au golfe d'Elath; présence coloniale française à Djibouti, la Réunion et aux Comores se coordonnant au dispositif américano-anglo-sud-africain. Le système est tel que quotidiennement l'Océan indien est sillonné, survolé, espionné par les puissances occidentales. De ce point de vue Djibouti représente sur la corne de l'Afrique une des positions les plus intéressantes. L'installation d'un dispositif militaire considérable (Paris serait même en train d'installer à Obok juste à l'entrée du détroit de Bal el Manded une base aérienne de missiles) en dit long sur la fonction que la bourgeoisie française entend lui faire jouer. Contrôler les mouvements de la région (présence soviétique), surveiller la Somalie et le Yémen démocratique, conjurer la lutte des fronts de libération de l'Erythrée de concert avec le Soudan, le DERG d'Ethiopie et l'Arabie Séoudite... tous



Sipe-press

ces objectifs font de Djibouti la place la plus rentable et sûre de la région.

La cuisine française

L'évolution et les ambiguïtés des positions du gouvernement Giscard entrent dans ce cadre. Un plan laborieux a dans ce sens été discuté au Caire. Il vise à combattre la menace que constitue dans cette région les deux pays progressistes Somalien et Sud-Yéménite. La stabilisation néo-coloniale de Djibouti s'imposant de fait. Si l'idée d'un pacte militaire avec les pays riverains de la mer Rouge a été rejetée (Cf. les mauvaises références à la CENOT qui pourrait resurgir à cette occasion), par contre rechercher

l'engagement de la part d'un ou plusieurs organismes internationaux (Ligue arabe, OUA, ONU) en vue de doter Djibouti d'un statut international semble être une hypothèse de travail. Ce qui s'accorderait avec le maintien et la légitimation d'Ali Aref au pouvoir. Reste à trouver le pays arabe ou africain disposé à présenter le projet, le gouvernement français se chargeant lui-même de l'aspect « juridique » du problème. Les 6000 soldats, les centaines de gendarmes, la base aérienne, le train d'escadre etc... n'étant là que pour garantir, contre les revendications des Afars et des Somalis, une transition vers une « indépendance » dont ils n'auront pas à discuter le contenu...

Témilé

DES SOLDATS CONTRE LE COLONIALISME

■ Grâce à la France, Djibouti a établi un record: celui de la présence militaire. Il y a là-bas un militaire pour 20 habitants. Les dernières évaluations étaient de sept à huit mille hommes, défendant sur place les intérêts impérialistes français. Parmi eux, la Légion étrangère (13ème demi-brigade) qui veille sur le « barrage de la peur », la barrière électrifiée qui entoure la ville et dont toutes les entrées et sorties sont contrôlées. Parfois ils tirent du haut de leurs miradors, et tuent comme en 1971. Mais cette armada ne semble pas suffire. Depuis les derniers événements les renforts accourent. Parmi ces troupes fraîches, certains refusent de servir le colonialisme. Ce communiqué du Comité de soldats de la base aérienne de Saint-Cyr l'Ecole en est la preuve. Une base où l'atmosphère est telle qu'il y a des fouilles au réfectoire et que les « commandos » en partance sont mis à l'écart du reste de la caserne.

Des appels du contingent ont été envoyés à Djibouti.

Depuis les derniers événements de Loyada, les fusiliers — commandos de l'escadron de protection et d'honneur de la Base aérienne de St-Cyr étaient en état d'alerte.

Hier au soir, lundi 9 février à une h., un message parvenait donnant l'ordre de départ. Trente appels environ ont été embarqués mardi 10 vers 4 heures du matin sans avoir pu prévenir leurs familles, pour prendre l'avion en direction de Djibouti.

Les trente appels ont quitté la base vers 4 heures pour Roissy. Ils étaient habillés de vêtements civils afin de ne pas attirer l'attention. Un DC8 les attendait et les a embarqués pour Djibouti. D'autres appels devraient partir jeudi 12. Le gouvernement français a donc décidé l'épreuve de force et s'engage ainsi davantage dans un nouveau conflit colonial.

Le silence fait autour de cette situation doit être rompu. Nous ne sommes pas destinés à servir l'impérialisme français et à réprimer un peuple luttant pour son indépendance.

Le comité de soldats de St-Cyr appelle à la mobilisation des partis politiques et des syndicats pour exiger le retour des troupes stationnées à Djibouti et pour empêcher l'envoi de nouveaux soldats du contingent.

Le comité de soldats appelle à soutenir la lutte des peuples Afar et Issa pour leur indépendance.

Il condamne le processus de répression, et peut-être la guerre ouverte qui se dessine.

Il exige l'ouverture de négociations immédiates avec les seuls partis représentatifs, la L.P.A. et le F.L.C.S.

R.A.S. (Journal du comité de soldats de la base aérienne de St-Cyr)



Gendarmes français dans leur mission de « civilisateurs »

communiqué de la LCR

■ En maintenant par la violence une présence anachronique à Djibouti, dernière colonie du continent africain, le gouvernement français porte l'entière responsabilité des événements qui ensanglantent aujourd'hui ce territoire. Pour mettre en place un gouvernement de harkis, issu des basses œuvres coloniales et discrédité aux yeux de la population de Djibouti, tous les moyens semblent aujourd'hui être bons: perquisitions, emprisonnement arbitraires, déportations frappent les nationalistes; des quartiers entiers sont rasés, comme celui de Balbala, et la population en est chassée. Dans ce contexte l'action, sans doute maladroite, du commando du F.L.C.S. constitue un acte de légitime défense: en choisissant de lancer la légion étrangère à l'assaut d'un car chargé d'enfants, au lieu d'accepter de négocier la libération

de nationalistes arbitrairement emprisonnés, le Haut commissaire Dablan, le général Brassart, brute galonnée dont on a eu mémoire les propos sur les journalistes tués en Indochine, le gouvernement français ont pris la responsabilité d'un de ces crimes odieux dont est faite l'histoire du colonialisme français. Ce n'est pas en multipliant les provocations contre un Etat voisin et en incitant à la haine entre les peuples de la région que pourra être justifiée la scandaleuse présence de l'armée française à Djibouti.

La L.C.R. réaffirme son soutien à la lutte des peuples des colonies, territoires et départements d'outre-mer pour leur indépendance et son soutien total à la population de Djibouti aujourd'hui dressés pour obtenir une indépendance immédiate.

La L.C.R. appelle l'ensemble du mouvement ouvrier français à unir ses efforts pour obtenir le retrait immédiat des troupes françaises de Djibouti et refuser les aventures déshonorantes et sanglantes du colonialisme agonisant.

LE CONGRES DE FONDATION DU PDUPC (il Manifesto)

LE PCI RESTE LE GRAND FRERE

« Sous la pression des masses, faire marcher l'orientation révolutionnaire sur les 24 millions de jambes du PCI »

Dès l'ouverture du congrès de fondation du PdUPC (parti d'unité prolétarienne pour le communisme) on comprend qu'on est en Italie : c'est le maire communiste de Bologne, Renato Zangheri, qui prononce l'allocation de bienvenue aux congressistes, dont bon nombre - et non des moindres - ont été exclus du PCI, en 1969, pour « activités fractionnelles » ! Lui succède à la tribune une déléguée du conseil d'usine de la DUCATI-Bologne, filiale en grève du groupe Thomson, qui demande aux congressistes d'apporter à ses camarades non pas un geste de solidarité, mais une perspective politique... Le soir, 50 000 ouvriers de Milan contraignent le gouvernement à refuser les licenciements collectifs à l'usine Innocenti.

■ Dès le premier jour ici, les deux tendances qui divisent le parti sont caractérisées par une troisième qui déplore leur affrontement : Luigi Pintor, directeur démissionnaire du « Manifesto », affirme que deux déviations fatales menacent le parti le suivisme à l'égard du PCI, le recroquevillement minoritaire. Succombent à la première « ceux qui pensent que, sous la pression des masses, l'orientation du PDUPC peut marcher sur les 24 millions de jambes du PCI... » Relèvent de la seconde ceux qui prônent une fusion précipitée avec l'extrême gauche. Il ne s'agit pour l'instant, souligne PINTOR, de « sensibilités » de tendances potentielles, nullement réalisées... Pourtant, après un dur débat, les 415 congressistes (représentant 107 fédérations) se diviseront par moitié sur deux motions contradictoires.

PdUPC et PCI

Avec 194 voix, la motion Magri-Rossanda l'emporte d'une courte tête. « L'histoire nous mord la nuque » dit, en substance, la majorité : la crise du capitalisme italien pousse les réformistes au gouvernement. Il va se produire au niveau national ce qui se passe déjà dans les régions : la faillite de la Démocratie Chrétienne fait du PCI le dernier recours. Mais un gouvernement de la gauche, dominé par le PCI, sera rigoureusement incapable de stabiliser la situation. La combativité ouvrière, déjà exceptionnellement forte, sera démultipliée encore pour ce que les travailleurs considéreront comme leur victoire. Le capital italien, déjà exsangue, ne peut plus contenir un nouveau train de concessions. Le PCI, au gouvernement sera pris entre les feux croisés du mouvement de masse et de la bourgeoisie, sans la moindre chance d'appliquer efficacement sa ligne de gestion loyale du capitalisme. L'aggravation catastrophique de la crise, l'exacerbation inouïe de la lutte des classes les placeront devant l'alternative : ou une lourde défaite ou la fuite en avant. Les conditions spécifiques de l'Italie permettent d'escompter raisonnablement la réalisation de la seconde éventualité : le niveau de combativité, de conscience, de radicalisation de la classe ouvrière stalinienne n'a plus d'équivalent en Europe. Pas plus que n'a déquivalait le rapport spécifique que le PCI entretient avec le mouvement des masses : rapport d'insertion réelle dans les luttes, d'adaptation, de souplesse, fort surprenant pour qui a l'habitude du PCF.

Lorsque le mouvement de masse, dans

ses objectifs et dans ses formes, contrecarre l'orientation du PCI, celui-ci ne s'y oppose pas frontalement. Il exprime ses réserves, mais s'incline devant la volonté des travailleurs. Loin de réprimer le mouvement, il en prend la tête en vue, à terme, d'en conserver le contrôle. Il en fut ainsi avec le mouvement des Conseils d'usines, aujourd'hui intégrés à la structure syndicale, avec le mouvement de la jeunesse, le mouvement des femmes, etc. Enfin, l'extrême-gauche révolutionnaire



Les travailleurs d'Alfa-Romeo manifestent à l'intérieur de l'usine

italienne constitue une force politique autrement implantée et influente que ses concurrents du continent...

Pour toutes ces raisons, si une alternative socialiste claire et réfléchie s'affirme, le PCI, confronté à un mouvement de masse sans précédent, acculé le dos au mur par la réaction intérieure et internationale, peut se laisser entraîner beaucoup plus loin qu'il n'entendait initialement aller. La raison d'être du PDUPC, selon Magri-Rossanda, est précisément d'avancer cette stratégie alternative, de stimuler ce mouvement de masse qui entraîneront le PCI à prendre en charge, bon gré mal gré, le processus de transition. Pour eux, la recomposition du mouvement ouvrier italien ne se conçoit pas « à la bolchévique », par la conquête des masses communistes à la politique et à l'organisation révolutionnaire. Elle se conçoit « sans déchirement du tissu politique », le PCI se divisant de bas en haut, l'aile gauche armée de la stratégie du PDUPC entraînant derrière elle le reste du parti.

une stratégie gradualiste

L'idée que, dans des conditions politiques données, une aile du PCI peut s'emparer de la « stratégie transitoire » du PDUPC est à première vue surprenante, elle l'est moins lorsqu'on s'avise de la stratégie en question. Le PDUPC ne prétend pas en effet convertir la gauche potentielle du PCI à la conquête du pouvoir par la violence révolutionnaire des masses. La stratégie qu'il propose constitue une moulture affinée de la perspective gradualiste avancée par la gauche communiste (Ingrao, Trentin) et syndicale (FOA) au début des années soixante. Elle part de considérations au demeurant aussi justes que banales : la révolution socialiste dans les pays capitalistes avancés ne saurait s'effectuer dans les mêmes rythmes et sous les mêmes formes que dans la Russie tsariste. Dans ces pays, où le pouvoir de la bourgeoisie est autrement solide, enraciné, expérimenté, la rupture révolutionnaire succède nécessairement à une longue

tion-reconstruction doit s'effectuer dans le respect du consensus — sans quoi, dans le contexte national et international, la défaite est assurée — on conçoit que la gauche du PCI y retrouve son latin.

Sous couvert de dénoncer le « jacobinisme », le « putschisme » anachronique de ceux qui conçoivent la révolution en occident sur le mode de « la prise du Palais d'Hiver », la majorité du PDUPC occulte en réalité le problème de l'insurrection des masses et de sa préparation. Elle indique par là les limites de sa rupture stratégique d'avec le PCI et éclaire la signification profonde de sa perspective de recomposition du mouvement ouvrier...

la critique minoritaire

La motion minoritaire (Miniati-Foa : 181 voix) regroupe les militants venus de l'ex-PSIUP. Ses rédacteurs dénoncent le caractère hasardeux des pronostics qui fondent la perspective Magri-Rossanda. Dans leur for intérieur peut-être pensent-ils que derrière ces fondements explicites agissent des fondements inconscients : la nostalgie de l'enfant prodigue pour la maison du Père... Toujours est-il que la minorité reprend la critique formulée par Rinasità — l'hebdomadaire du PCI — contre l'analyse majoritaire : l'accession du PCI au gouvernement n'est pas inéluctable. L'issue de la crise ne se réduit pas à une alternative simple : défaite écrasante du mouvement ouvrier ou gouvernement de la gauche. Bien d'autres issues sont possibles : la lutte des classes peut aussi bien conduire à une neutralisation réciproque des forces en présence, à un déclin complexe de la société italienne, favorisant l'exercice du pouvoir par un bloc de conservateurs et de modérés (1). De même, la minorité doute fort qu'il soit possible de repomposer le mouvement ouvrier « sans déchirer son tissu politique ». En conséquence, elle s'efforce de faire contrepoids aux partis réformistes. D'où sa volonté de se démarquer systématiquement du PCI, d'accélérer le processus de fusion avec « Avanguardia Operaia ». Cette volonté se heurte toutefois à la limite stratégique énoncée ci-dessus à propos de la tendance Magri-Rossanda. La minorité, comme la majorité, assure que le passage au socialisme ne se fera pas en Europe occidentale, ni par les élections, ni par l'insurrection, mais par un processus complexe et articulé de luttes... On peut admettre bien des choses sur la complexité et l'articulation de ce processus, sauf qu'en définitive, il rend superflu l'épreuve de force violente avec l'Etat bourgeois, qu'il se substitue à elle. Ce détail, et l'autre bricole qui s'y trouve liée, la conception du parti, font aujourd'hui comme hier la différence entre centristes et marxistes révolutionnaires.

Henri WEBER

période de luttes de grande ampleur, au cours de laquelle la classe ouvrière affirme sa volonté et sa capacité d'hégémonie, scelle autour de son programme et de son mouvement le front des classes intermédiaires, désagrège le bloc conservateur au pouvoir, etc., bref : crée les conditions les meilleures pour l'épreuve de force finale. Partant de ces considérations donc, Magri-Rossanda tendent assez classiquement à réduire cette épreuve de force finale à un « coup de pouce » additionnel, à la limite superflu, l'essentiel du « travail révolutionnaire » étant accompli à travers l'accumulation des victoires partielles. Le problème de l'épreuve de force révolutionnaire, conçue comme affrontement politico-militaire décisif est occulté, en même temps que la crise révolutionnaire « phase de destruction-reconstruction de la société » est présentée comme une période de longue durée, s'étendant éventuellement sur des décennies...

Si l'on ajoute à cela que cette destruc-

(1) Rinasità, 12-XI-75. PDUP : Tesi o ipotesi ? par Gerardo Chiaromonte.

INTERVIEW DE ROSSANA ROSSANDA MEMBRE DU SECRETARIAT DU PDUPC (IL MANIFESTO)

**si le PCI accède au gouvernement,
«... le mouvement de masse
va non seulement demander
mais « prendre » du pouvoir.»**



Manifestation à Milan un jour de grève générale

Fotolib (2)

Le congrès de fondation du « Parti d'unité Proletarienne pour le Communisme » a été marqué par un débat très vif entre deux courants d'égale importance. Il s'est achevé par le vote de deux motions contradictoires. Celle que tu présentais avec le camarade Lucio Magri est passée avec 15 voix de majorité sur 413 votants... Peux-tu nous expliquer tout d'abord sur quoi selon toi, portent les divergences ?

En fait, les divergences se ramènent à un point : elles découlent selon moi, d'une appréciation différente sur l'ampleur de la crise que traverse le capitalisme italien, de son évolution plausible, et partant, des perspectives politiques à court et moyen terme. La majorité pense que s'assemblent lentement en Italie les conditions d'une rupture révolutionnaire. La crise générale du capitalisme — économique, politique, idéologique — revêt dans notre pays un caractère particulièrement aigu ; simultanément, le niveau de conscience, d'organisation et de combativité de la classe ouvrière italienne demeure à un niveau très élevé, sans égal en Europe, et gagne même, par osmose, de larges couches de la petite bourgeoisie.

La base sociale de la démocratie chrétienne se désagrège, comme l'attestent le référendum de 1974 sur le divorce, et le recul de la DC aux élections régionales du 15 juin 1975. Le discrédit de la DC, ses dissensions internes n'ont jamais été aussi forts. Tout indique qu'à court ou moyen terme la bourgeoisie italienne devra se résoudre à laisser enir les partis de gauche — et notamment le PCI — au gouvernement. Or, dans le contexte actuel de crise économique, de crise de régime, de forte combativité populaire, d'apréte patronale, l'accession du PCI au gouvernement, loin de stabiliser la situation exacerberait les aspirations anti-capitalistes des masses. Elle porterait la lutte des classes à un niveau qualitativement supérieur rapprochant les échéances décisives.

Construire le parti révolutionnaire

Dans cette perspective, il importe avant tout de construire un parti, implanté dans les masses, capable d'apporter à l'avant-garde ouvrière, une alternative stratégique claire et cohérente. Un parti révolutionnaire qui ne se confine plus au rôle de « mauvaise conscience » du mouvement ouvrier, ou de substitut volontariste aux partis traditionnels, mais se présente réellement par les perspectives qu'il avance, comme direction alternative pour le mouvement des masses.

Alors quel est le débat ? Tu peux le cerner clairement à partir de quelques interventions au congrès. Elles dénoncent le « catastrophisme » de notre analyse de la crise italienne et de ses issues. Elles soulignent au contraire les ressources dont disposerait le capitalisme italien pour demeurer maître de la situation. En particulier, elles mettent l'accent sur le rôle stabilisateur du PCI. L'accession du PCI au gouvernement, dans le cadre de sa politique de « compromis historique » permettrait selon la minorité une démobilitation relative des travailleurs et la stabilisation du système. Les conséquences de cette analyse sont évidentes : les échéances décisives ne sont pas si proches, l'essentiel n'est plus de construire une force politique stratégiquement et programmatiquement cohérente, mais un grand parti du prolétariat amalgamant au plus vite les organisations révolutionnaires existantes, d'abord « Avanguardia Operaia puis « Lotta Continua » même au détriment de la clarté politique.

Dans les débats du congrès, il semble que vos divergences se soient cristallisées sur l'analyse du PCI et sur la perspective de fusion avec « Avanguardia Operaia... »

Il y a sur ces points évidemment une divergence, qui tient à ce sur quoi on met l'accent. La minorité dit : « La

ligne de Berlinguer est réformiste et droitiste » et elle privilégie cet aspect. Nous, nous disons aussi que la ligne de Berlinguer est réformiste et droitiste. Nous savons que ce que veut Berlinguer c'est de faire de l'Italie une vaste Emilie, co-gérée avec la bourgeoisie, qu'il souhaite patiemment la stabilisation. Mais une chose est ce que souhaite Berlinguer, autre chose sont les mécanismes sociaux réels que va provoquer son accession au gouvernement. Il y aura une double poussée, d'une part de la droite — fuite de capitaux, déjà commencée, réorganisation de type golpiste, etc., réactions internationales — et d'autre part du mouvement de masse, qui va non seulement demander mais « prendre » du pouvoir. La plus grande contradiction du PCI n'est pas celle qui déjà oppose, au moins partiellement, sa base au sommet, mais celle qui existe entre ce qu'il veut faire — un compromis stabilisateur — et le fait que les forces qu'il accumule, d'ailleurs nécessaire pour proposer le compromis, débordent ce projet, sortent nécessairement de son horizon. Et non seulement par leur subjectivité, qui reste souvent ambiguë, oscillant entre réformes et révolution, mais par l'impact qu'elles provoquent sur le système social et politique lui-même, système qui ploie sous leur poussée, ou bien — s'il arrive — à se



ressaisir — leur fera féroce face. Enfin, pour un compromis social démocrate, il faut bien une base expansive et un capital d'un certain type, et un mouvement ouvrier radicalement différent de celui d'Italie, qui est politisé au maximum.

Le compromis historique

La nature du PCI et son rôle doivent être appréciés donc à travers cette double vérité, d'une ligne absolument réformiste et d'une insertion réelle dans un mouvement de masse qui, ne tient pas dans le cadre réformiste. Ainsi, le PCI n'a pas exercé simplement un rôle de frein aux luttes ouvrières : au cours des années 50 et au début de 60, il les a activement et patiemment construites après la défaite de la guerre froide ; quand ces luttes acquièrent une certaine autonomie par rapport à son projet, il couvre, il suit — il ne peut pas s'opposer frontalement. Sinon, on ne comprendrait pas pourquoi le PCI et les luttes ouvrières se développeraient en même temps. Même maintenant, quand — après le début de la crise — il appuie à fond sur le frein, il agit toujours une sorte de compensation : allez-y doucement sur le plan des salaires, et encore ce sont les revendications les plus avancées d'Europe, on y va sur le plan de la conquête élargie de positions politiques — à l'échelle locale (toutes les grandes villes sont rouges) et finalement au gouvernement. C'est cet aspect là, le PCI comme force sociale et la dynamique sociale qu'il enclenche contre les intentions même de Berlinguer, que nous privilégions contrairement à ce que pensent les militants ouvriers commu-

nistes de Turin, la proposition de « compromis historique », formulée au lendemain du golpe chilien par Berlinguer n'est pas une ruse géniale en vue de briser la démocratie chrétienne... Elle reflète réellement la préoccupation des dirigeants du PCI devant l'aggravation de la crise italienne et leur volonté de stabiliser le système. Mais en raison des réalités de classe en Italie — dont la puissance du PCI n'est pas la moindre — cette proposition « stabilisatrice » a eu un effet éminemment « déstabilisateur ». La démocratie chrétienne, affolée, a basculé à droite. Elle s'est donnée Fanfani pour dirigeant et a accumulé les bourdes politiques. Si bien que la crise du régime s'est exacerbée avec la crise de son parti dirigeant.

En ce qui concerne la fusion avec « Avanguardia Operaia », elle implique en préalable une confrontation stratégique. A.O. est en désaccord avec beaucoup d'analyses fondamentales du PdUP. Il existe cependant une unité d'action assez forte : nous menons ensemble la bataille des contrats, nous affrontons ensemble les élections, sous des listes communes de « Démocratie prolétarienne ». Mais la fusion organique passe par l'accord sur la stratégie, ce qui ne nous paraît pas mûr pour le moment.

Divergences sur la crise, sur le PCI, sur la fusion avec A.O., disant le PdUP par moitié... Est-ce que le parti ne sort pas affaibli de ce congrès de fondation ? Est-ce que ces courants ne vont pas subir des polarisations divergentes ?

Je ne crois pas. Le PdUP est né de façon spécifique, non pas à travers la croissance organique d'un noyau initial, mais à partir de trois composantes : la gauche communiste regroupée autour du « Manifesto » ; la gauche socialiste elle-même hétérogène, rassemblant des syndicalistes autour de FOA, et des « maximalistes » traditionnels ; enfin les groupes de militants catholiques radicalisés de l'A.C.L.I. et de la C.I.S.L. Nous avons parié sur cet amalgame, parce que nous croyions que la crise de la société italienne libère des forces dans divers secteurs et crée les conditions de leur fusion. En fait, ce premier congrès est plus un congrès de consécration qu'un congrès de fondation. Le PdUP existe depuis un an et demi. Et la différenciation du congrès n'est pas imputable aux différences du début. Il n'y a pas le Manifesto d'une part et d'autre part tous les autres. La différenciation du congrès traverse et brasse toutes les composantes. Elle provient des problèmes nouveaux et complexes que pose la situation née du 15 juin. Elle se recomposera je l'espère, avec l'avènement de situations nouvelles. Nos divergences reflètent des difficultés réelles, renvoient à des potentialités de la situation. J'ai été au PCI pendant 24 ans. Je n'ai pas la nostalgie du monolithisme.

(1)
A.C.L.I. : Association Catholique des Travailleurs Italiens
C.I.S.L. : équivalent italien de la CFDT

TATARS DE CRIMEE

M.DJEMILEV: LA LUTTE DE TOUT UN PEUPLE

Le cas de M.Djemilev est exemplaire. Tatar de Crimée, membre de l'avant-garde du seul mouvement de masse connu en URSS, lutte infatigable pour la reconnaissance des droits nationaux de son peuple, son cri est non seulement celui de ses frères mais aussi d'autres populations qui, de 1943 à 1949, furent brutalement arrachés à leur sol natal.

■ Quand, au cours de leur marche vers le Sud, les troupes russes soumettent la Crimée, en 1783, le pays compte plus de 500 000 Tatars. Par suite des persécutions, leur nombre sera réduit à moins de 200 000 à la fin du siècle dernier. Octobre représente une rupture fondamentale, une libération pour la nation tatar. Non seulement ses droits culturels et linguistiques sont reconnus, mais en 1921, elle obtient le droit de former une république autonome la RSSA de Crimée, alors que l'élément tatar n'y représente plus que le 1/4 de la population totale. Pendant la seconde guerre mondiale, les tatars participent activement à la résistance anti-nazie. La libération de leur pays sera pourtant le début d'un cauchemard qui n'a toujours pas cessé.

Dans la nuit du 18 au 19 août 1944, les « troupes spéciales » envahissent les villages tatars ne donnant pas plus de 20 minutes aux habitants pour faire leurs valises. Au cours de cette nuit, 238 500 personnes furent déportées dont 205 900 femmes et enfants. Un peu plus de 50% survécurent aux épreuves endurées. En 1946, un décret supprime la RSSA de Crimée. Pendant plus de 10 ans, en compagnie d'autres peuples de l'URSS, Allemands de la Volga, Balkars, Tchétchènes, Ingouches, karatchaïs, Meskhètes, Kalmyks et Grecs de la Mer Noire ils connaîtront le sort des proscrits.

On n'a pas fini d'élucider les raisons de ces déportations. Tous les prétextes officiellement ou officieusement colportés par la bureaucratie sur une quelconque « trahison » des peuples concernés peuvent soutenir la confrontation des faits. Quant aux raisons « stratégiques » alléguées en Occident dans le cas des Tatars de Crimée, des Meskhètes ou même des Grecs de la Mer Noire, elles sont insuffisantes. L'idéologie nationaliste grand-russe, déjà dénoncée par Lénine, va, parallèlement avec l'abandon de l'internationalisme prolétarien, devenir l'idéologie de fait de la bureaucratie et se traduit par une politique de russification et de centralisation à outrance. La déportation des différentes nationalités sera l'aspect le plus « paranoïaque » de cette politique. Le XXème congrès lève ces interdictions. Les Tatars vont désormais se lancer dans une longue lutte qui n'aura de cesse qu'avec leur retour dans leur pays.

- Dès 1956, après des mois d'attente de Moscou, une délégation est enfin reçue par Kroutchev qui lui promet de faire examiner la question par le CC. - En 1957, une lettre signée par 14.000 Tatars est adressée au CC du PCUS, des dizaines de milliers de lettres individuelles sont par ailleurs envoyées à tous les organes de l'Etat. - 1958, lettres et télégrammes sont toujours aussi nombreux. Mikoyan reçoit les représentants du peuple tatar et leur promet de présenter le dossier à Kroutchev. Au cours de cette entrevue, les délégués lui ont remis une lettre signée par 16 000 personnes. Courant Août, une autre lettre signée par 120 000 Tatars est envoyée au CC. La réaction des bureaucrates ne se fait pas attendre : la répression s'abat en priorité sur les délégués membres du PCUS qui en sont exclus et même privés de leur emploi.

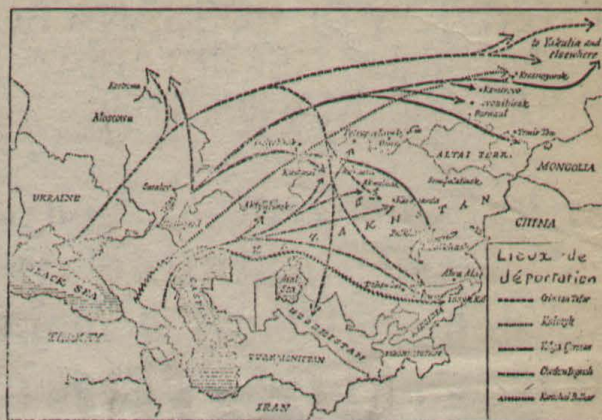
- 1959, la répression n'a pas affaibli le mouvement : une nouvelle demande, signée par 10 000 Tatars, est remise aux autorités.

- 1961, une nouvelle adresse signée par 18 000 Tatars est envoyée au CC. Quelques mois plus tard, une délégation venue remettre une lettre signée par 8 000 personnes à la commission préparatoire du XXIIème congrès du PCUS est expulsé de Moscou manu-militari.

- 1964 (octobre), la chute de Kroutchev est pour les Tatars l'occasion de relancer la lutte. Pendant plus de 16 mois, une délégation envoyée à Moscou se rend à toutes les audiences de toutes les plus hautes instances du parti et de l'Etat. Au cours de cette période, plus de 24 tomes de lettres et de documents appuyés par plus de 100.000 signatures — sans compter des centaines de milliers de lettres individuelles — ont été remis aux autorités.

- 1967, la nation tatar est réhabilitée par un décret du Soviet suprême mais est « priée » par ce dernier de ne pas quitter ses lieux de résidence. Ce qui n'empêchera pas certains Tatars de tenter, malgré la répression, de tenter un retour sauvage dans leur pays.

- 1968 voit une délégation de plus de 800 Tatars expulsée de Moscou avec une brutalité inouïe (mars). En Avril, à Tchirchik (Asie Centrale), un grand rassemblement organisé à l'occasion de l'anniversaire de Lénine est dispersé avec brutalité. Cette année 1968 voit la jonction à cette lutte d'une partie de l'opposition soviétique. Le soutien à la lutte des



Les Déportations

Tatars est l'expression de la partie la plus avancée de l'opposition, essentiellement de son aile progressiste. Plusieurs de ses membres le paieront très cher ; non seulement le général Grigorenko mais aussi un jeune moscovite, Ilya Gabaï, qui sera jugé en compagnie de Djemilev et condamné à trois ans d'internement.

- Aujourd'hui, le KGBs'acharne sur les militants les plus actifs du mouvement dont Djemilev qui est peut être mort à l'heure qu'il est, suite à une grève de la faim de plus de sept mois.

Malgré la répression, la vitalité et l'ampleur du mouvement des Tatars de Crimée a valeur d'exemple : la politique de russification et de centralisation menée par la bureaucratie se heurte à une résistance croissante des nationalités non-russes. Aujourd'hui, la question nationale apparaît comme un des pans les plus lézardés de l'édifice bureaucratique.

Georgii Stepanovitch

(1) Voir Rouge n° 334

IRAN : AGENT DE L'IMPERIALISME

La fonction contre-révolutionnaire du régime iranien à l'échelle régionale et internationale est claire. Tant son régime intérieur que ses structures étatiques et sociales visent à lui permettre d'assurer son rôle de gendarme du golfe persique, bien intégré dans le dispositif impérialiste.

■ Le régime réactionnaire du Shah est issu d'un coup d'état fomenté par la CIA en 1953. Il s'agissait de rétablir l'autorité de l'impérialisme après les nationalisations du pétrole et des oppositions à la mobilisation grandissante des masses.

les investissements iraniens dans le tiers-monde visent à affaiblir les liens de ces pays avec l'URSS et la Chine (Afghanistan...). En Europe et aux USA, le capital iranien vient soutenir les entreprises en difficulté (Panam, Krupp...).

L'ascension du régime

Cette reprise en main s'est accompagnée d'une répression sanglante qui n'a jamais décliné et de réformes visant à stabiliser le régime en lui fournissant une base sociale. Ces réformes et le développement industriel ont créé une bourgeoisie entièrement soumise au Shah sans velléité de démocratisation du pouvoir.

La réforme agraire a été importante dans ce sens. En dépossédant partiellement quelques gros propriétaires et en favorisant le rachat de ces terres, le pouvoir a développé une couche de paysans riches qui lui est acquise. Les paysans pauvres sont obligés de travailler comme employés agricoles ou de renforcer les contingents du chômage urbain.

L'industrie s'inscrit également dans la division internationale du travail. Frigidaire, voitures, téléviseurs sont produits au moindre coût de main d'œuvres et exportés.

C'est la production pétrolière qui est déterminante pour le pays. Elle rapporte des revenus importants. La masse des pétro-dollars ne sert pas à l'amélioration des conditions de vie de la population mais assure une politique à la botte de l'impérialisme américain. Elle ne crée pas une industrie nationale autonome. Aucune politique de formation des cadres n'est entreprise (37 % de la population est scolarisée). Au niveau international,

La politique extérieure

Sa politique internationale est aussi orientée vers la défense des intérêts impérialistes. L'Iran assure 50 % de l'importation pétrolière israélienne. Il fournit massivement le régime de Thieu. Il envoie des armes à l'Afrique du Sud. De plus il intervient directement dans le golfe, aux côtés des britanniques et des jordaniens contre la lutte de libération du Dhofar. Ce lien étroit entre le régime du Shah et l'impérialisme explique le silence des gouvernements occidentaux face à la répression généralisée.

Malgré un regain de mobilisation ouvrière (grèves sauvages) de puis quelques années, l'atomisation totale des travailleurs et des paysans pauvres crée des conditions difficiles pour que le régime contre-révolutionnaire soit mis en danger. Les revendications ouvrières risquant de se développer face à l'afflux de pétro-dollars, le régime a accentué préventivement sa répression politique et policière. L'instauration d'un parti unique vise à structurer les masses sous le contrôle de la classe dominante et d'empêcher l'apparition d'organisations autonomes des travailleurs. La répression sanglante isole les militants d'opposition et atomise les classes exploitées. La stabilité du régime est au prix des dizaines de milliers des prisonniers politiques, de centaines d'exécutions. Car, pour l'impérialisme, la fonction de l'Iran est essentielle.

LE PLAN DE REGLEMENT SYRIEN

UN
RESULTAT
CONTRADICTOIRE

Après le cessez le feu sous égide syrienne, il était important de faire le point de la situation au Liban. Nous avons interviewé notre camarade Jaber, membre du Groupe Communiste Révolutionnaire, section de la IV^e internationale.

Le GCR a participé activement aux affrontements de ces derniers mois. Après avoir occupé des locaux dans les quartiers de Chiah et de Nabaa, il a participé aux barricades et à la défense de postes avancés. A Nabaa il a mené un travail politique à caractère exemplaire en impulsant un comité populaire élu qui distribuait les vivres réquisitionnées ainsi qu'une milice populaire. A Chiah une feuille d'agitation politique hebdomadaire était distribuée à plusieurs milliers d'exemplaires. Cette intervention a permis un recrutement substantiel et surtout le doublement des ventes du bi-mensuel de l'organisation : « Mal'Amal »

Y a-t-il eu un véritable engagement des masses au cours des derniers affrontements ?

Il faut distinguer deux types de mobilisation populaire, celle qui avait lieu dans le camp réactionnaire et celle qui avait lieu dans le camp islamo-progressiste. En ce qui concerne la première il s'agissait effectivement d'une véritable mobilisation populaire. En général, la population à dominante petite bourgeoise s'est étroitement solidarisée avec les organisations réactionnaires. Leur très grande motivation s'explique par l'atmosphère de psychose qui a été créée depuis le début des affrontements en avril dernier, un sentiment d'encerclement, de ghetto, celui d'une minorité chrétienne se croyant assiégée par une majorité musulmane, arabe. D'autre part, toujours dans ces mêmes quartiers, les organisations réactionnaires ont développé une organisation impeccable des services sociaux remplaçant très efficacement l'Etat, totalement absent pendant toute la période des affrontements.

Le camp islamo-progressiste c'était différent. Trois forces distinctes peuvent être définies. D'une part la résistance palestinienne qui intervenait hors des camps, dans les quartiers et les régions libanaises. Elle intervenait en tant qu'organisation armée ne s'occupant nullement de la mobilisation des habitants mis à part pour leur recrutement. En général, la résistance palestinienne s'imposait en tant qu'organisation de la lutte armée, se substituant à la population dans la défense des quartiers mêmes.

Deuxièmement, la petite bourgeoisie confessionnelle principalement dans les quartiers ouest de Beyrouth, enrôlée dans des organisations nationalistes. Dans ces quartiers la solidarité avec les combattants était assez avancée mais sur des bases tout aussi confessionnelles que celles qui existaient dans le camp adverse.

Troisièmement les quartiers populaires de la ceinture pauvre de Beyrouth. Ces quartiers sont traditionnellement des bastions de gauche. Le cartel des organisations de gauche des quartiers ne s'est nullement démarqué du type d'action de la résistance palestinienne et des confessionnelles tant au niveau politique qu'au niveau de l'organisation du travail populaire.

Les comités populaires étaient formés de la façon la plus bureaucratique, de militants organisés et de notables se chargeant de l'approvisionnement et d'autres tâches sans aucune forme d'auto-organisation des masses.

Dans leur ensemble, ces organisations se substituaient elles aussi à l'Etat, mais elles le faisaient beaucoup moins efficacement que la droite. En sorte qu'une bonne partie de la population des quartiers populaires avait vidé les lieux pour attendre dans les villages, la fin des affrontements.

Quel est le sens de l'accord patronné par la Syrie qui vient de mettre fin provisoirement au moins aux affrontements ?

L'accord intervenu semble comporter des concessions réciproques. Il s'agit pour la fraction maronite de la bourgeoisie d'accorder à la bourgeoisie musulmane une répartition à 50 % des sièges au Parlement, d'admettre le principe de l'élection du premier ministre par le parlement alors que celui-ci était auparavant nommé par le président de la République, traditionnellement chrétien. En échange, la bourgeoisie obtient l'application des accords du Caire de 1970 et de Melkart de 1973 (1) Cette fois-ci, il s'agit d'un engagement réel de la Syrie pour veiller à l'application de ces accords, y compris par la force.

Cela signifie que l'ALP (Armée de Libération Palestinienne) (2) qui a pénétré au Liban durant les dernières semaines se chargera probablement d'assurer « l'ordre » dans les camps de réfugiés et d'interdire l'apparition d'éléments armés de la résistance, excepté dans les régions frontalières, de recenser et de grouper l'armement lourd dans les camps, bref de réduire considérablement la liberté d'action dont jouissait la résistance palestinienne.

L'application de ces accords représente en fait un pas en arrière par rapport à ce qui existait même au début des affrontements, encore plus par rapport à la situation actuelle.

Les soi-disantes concessions de la fraction maronite de la bourgeoisie ne pèsent pas lourd dans la balance face aux promesses syriennes. S'agirait-il donc d'une victoire de la droite ?

L'application de ces accords était dès le début des affrontements le principal objectif de la droite, à une différence près cependant, il s'agissait d'établir un état



Sipa-press

Au plus fort des combats à Beyrouth...

fort à la solde de l'impérialisme pour l'application répressive des accords mentionnés. Or, c'est la Syrie qui garantit l'application des accords et c'est l'ALP qui se charge de les faire appliquer.

C'est un résultat contradictoire, les objectifs de la droite étant réalisés par le camp qu'elle affrontait. En fait, cette collaboration syrienne a son prix. Manifestement, le véritable accord est intervenu au niveau international entre la Syrie et l'impérialisme américain, concernant la recherche d'une solution pacifique du conflit israélo-arabe. L'application des accords est un premier pas vers la création probable d'un gouvernement palestinien qui participerait, dans le cadre d'une fédération avec la Syrie et la Jordanie à la conférence de Genève en attendant la récupération de la rive occidentale du Jourdain.

Quelles sont les perspectives de durée de cet accord ?

L'avenir de cet accord est évidemment fonction en premier lieu des rapports internationaux. C'est pourquoi on peut considérer que les prochaines présidentielles américaines décideront de son avenir.

D'ici l'été l'accord se confirmera ou tombera, provoquant de nouveaux affrontements.

Une autre condition pour que se stabilise définitivement la paix au Liban tient aux élections présidentielles libanaises.

Il semble que dans l'accord intervenu, la Syrie ait promis de collaborer au succès du candidat de la famille Frangie actuellement au pouvoir.

Quel effet cet accord a-t-il eu sur les masses libanaises ?

A vrai dire l'accord a suscité une nausée générale. Dans les deux camps, les combattants se sentaient frustrés par un accord ridicule clôturant de la manière la

Dans les deux camps les combattants se sont sentis frustrés par un accord ridicule clôturant de manière absurde dix mois d'une guerre des plus sauvages et des plus brutales.

plus absurde, dix mois d'une guerre des plus sauvages et des plus brutales qu'ait vu l'histoire moderne. Cette nausée s'est exprimée par le pillage généralisé auquel nous avons assisté dans les dernières semaines, après l'annonce du plan de règlement syrien.

N'ayant pu obtenir aucune satisfaction collective, les combattants se sont tournés vers une recherche de profit individuel, chacun essayant de s'octroyer une compensation personnelle pour les mois de combat. Le ressentiment général s'exprime aussi dans une vague de départs impressionnante qui ne s'est pas interrompue avec le cessez-le-feu. Un phénomène de désertion politique touche principalement les organisations dites de gauche dont les militants ont été les plus écorchés pour avoir le plus espéré. Enfin, dans la population, c'est l'inquiétude quant à l'avenir d'un accord que tous trouvent trop absurde pour y croire.

(1) Ces accords réglementaient principalement le déplacement des palestiniens en armes au Liban.

(2) L'ALP est l'armée régulière palestinienne. Son encadrement est syrien.

le n°2 de:
Révolution Socialiste Arabe
bulletin des
Marxistes Révolutionnaires
Maghrébins
est paru

MAXIME AU PAYS DES SOVIETS



Maxime Leforestier revient d'une tournée de seize jours en Union Soviétique où il a fait quatorze concerts (Minsk, Moscou, Leningrad...). Trois concerts en Lituanie à Vilnius. Là, les affiches sont écrites en lithuanien, la langue nationale. Il dit : « Ils sont beaucoup moins brimés qu'en Occitanie... » Les tournées en URSS de chanteurs comme Maxime dont notamment l'antimilitarisme n'est un mystère pour personne, sont assez rares pour que nous ayons eu envie de l'interroger. C'est sa première interview depuis son retour.

ROUGE : Ça s'est passé comment tes concerts ?

En plusieurs stades. Au départ, le bouche à oreille fonctionne très vite. Aux trois, quatre premiers concerts, les gens venaient parce que c'étaient des français. La ville suivante, les barbus chevelus ne sont pas aimés : les jeunes du coin attendaient du Rock... et petit à petit ce que je disais en scène s'est vu dans les autres villes. Dans les derniers concerts à Minsk, Leningrad, Moscou, j'ai eu beaucoup plus de jeunes, de gens qui évoluent. Tu le présentais comment ton tour de chant ?

J'ai chanté ce que je chante ici. La même chose en expliquant avant en russe de quoi il s'agissait. Pour les chansons les plus dures, je traduisais intégralement. La chanson de Goldmann, c'est sur celle-là que les gens ont démarré, celle qui a marqué... Les problèmes antimilitaristes ils n'en sont pas encore là, l'escroquerie de l'armée du peuple, ça existe encore, deux ans de service militaire et une certaine soumission. C'est pas une société qui est prête à parler de non-violence et d'antimilitarisme.

Tu es passé à la radio ?

Alors là, j'ai pas arrêté de passer à la radio, de faire des interviews. Peux-tu nous parler de la chanson russe ?

Il y a deux sortes de chansons russes. Contact avec les Claude François russes, la soupe est générale, mondiale ; et, contact avec les Ferré russes qui, eux, travaillent complètement underground. Ils ne chantent pas en public, ils chantent dans des maisons où il y a des magnétophones qui tournent et il y a des petites bandes qui se baladent partout. J'ai rencontré un type, représentant en pelles mécaniques qui nous a raconté qu'en Sibérie dans un village à trois cent kilomètres de la première voie ferrée il a rencontré des jeunes qui chantaient du Vissotsky. Vissotsky va venir en France bientôt. Je voudrais adapter certaines de ses chansons et lui voudrait adapter certaines des miennes en russe.

Tu ne chantaient que tes chansons ?

Non j'en chantais une d'Okoudjava que je n'ai pas pu raconter parce qu'il était malade. C'est un homme qui écrit des chansons invraisemblables,

toutes en allusions, tu vois ?... Chanson sur le Chat Noir (chanson sur Staline) où il dit que le chat noir agit toujours dans l'obscurité et que pour tuer le chat noir il faudrait éclairer la maison et que personne ne veut se cotiser, dans l'immeuble, pour acheter une lampe. Toutes ses chansons sont comme cela, perfides, et tout le monde pige tout de suite.

Et les contacts avec les gens, là-bas ?

Les gens venaient me voir après les concerts et on passait la nuit à causer, des nuits de discussions. Un besoin de contact énorme et un chaleur, une hospitalité grandiose. La grosse découverte, c'est ce que j'ai retrouvé en rentrant, dans l'interview de Plouch. On lutte contre le système mais on reste communiste, c'est à dire que la Mafia est au pouvoir mais le système est bon. Le KGB est devenu au même titre que la CIA une organisation extrêmement puissante, c'est une toile d'araignée tendue depuis Staline on ne sait comment faire, comment c'est possible de la déchirer. Il y a une prudence dans la parole. On ne parle pas au téléphone, on ne prononce pas de noms connus. Pour Brejnev on fait ça (les doigts sur les sourcils) et Soljenitsyne on l'appelle sol, le sel. Sakharov : le sucre. Si bien que tu entends parler dans la conversation de sel, de sucre sans arrêt tu te dis, ils font de la cuisine, alors qu'en fait, ils parlent littérature.

J'ai rencontré des mecs à cheveux longs qui luttent par leur aspect physique... Ce qui est important, c'est le fond : y a des jeunes qui commencent à s'apercevoir qu'il y a des erreurs dans le système ; que le travail n'est peut-être pas la vertu principale ; il y a des marginaux, les jeunes que j'ai rencontrés, ils restent communistes. J'en ai rencontré qui ont leur visa pour partir principalement des juifs parce qu'il y a beaucoup d'antisémitisme, mais partir c'est un déchirement, tu comprends ?

Il y a des tas de choses positives. Il ne faut pas formuler sur l'Union Soviétique seulement une critique. Sur le plan social, il y a des trucs invraisemblables : des soins gratuits partout, des hôpitaux gratuits, t'es sûr de bouffer quoi, pas de chômage. Y a un respect du travail des autres qui est quand même assez fonda-

mental. Quand un magasin ou un restaurant ferme, on vire les gens ne gueulent pas ; les travailleurs du restaurant ont fini leurs heures de travail, c'est correct. Ça c'est un acquis de la Révolution !

Existe-t-il un théâtre en marge du théâtre officiel ?

Il y avait des comédiens de diverses troupes qui se regroupaient de temps en temps dans des maisons et qui travaillaient pour eux. Ils ont commencé à monter des mises en scène, très dépouillées, ce qui n'existait pas là-bas... On a commencé à en parler, qu'ils s'étaient retrouvés dans un atelier de peintre et qu'ils avaient donné une représentation pour dix personnes. On savait qu'il y avait quelque chose qui bouillonnait, quelque part et qui n'avait pas d'existence officielle, et pas payés pour faire ça. Ils s'organisaient chacun se faisant envoyer en mission par sa troupe respective à Leningrad et puis pof, une représentation devant vingt personnes !! Le pouvoir a été obligé de leur donner un théâtre. Je crois que maintenant on doit vendre des places pour le mois de mai ! Tu vois, c'est dingue ! L'autre jour, ils ont commencé avec une demi-heure de retard parce qu'il y avait trente étudiants qui empêchaient les gens de rentrer parce qu'ils n'avaient pas trouvé de billets, disant : « si vous nous laissez pas entrer les gens n'entreront pas non plus ! » Ils leur chantaient des chansons devant la porte pour les faire patienter... C'était bien, tu vois. Il y a des mecs qui ont passé la nuit sur le toit par - 40 ° pour être sûrs d'être les premiers à la queue la lendemain... C'est un théâtre qui a un succès monstre ce qui leur donne aussi une certaine liberté d'expression... Là, ils jouaient Hamlet, ils jouent Shakespeare, Tchekov - textes classiques, mais les mettre en scène c'est déjà une révolution... Que je m'amène en « jeans » sur scène, c'est invraisemblable que les musiciens soient pas habillés pareil c'est pas possible, c'est bizarre... Ils sont très étonnés qu'on puisse être auteur compositeur interprète... Pourquoi vous ne faites pas que chanter ? On a dit : « Non seulement vous voulez faire de la mise en scène mais en plus vous voulez chanter ! Mais pourquoi vous mettre tout ce travail sur le dos ?... »

C'est une chose qu'il va falloir qu'on règle en France très vite dans les organisations de gauche, cette espèce de croyance à la nécessité de la folie pour pouvoir créer des choses nouvelles... tu vois.

A VOIR A ENTENDRE Avignon

● Le théâtre du Chêne Noir est en ce moment à Paris, pour autant toute activité ne cesse pas à Avignon.

Le 18 février

○ La troupe du Groupe International de Théâtre joue « Ratas y Rateros »

Le 20 février

○ Le groupe de la Cardabelle joue « Les moutons pas les Dragons » (en liaison avec les comités Larzac)

Le 27 février

○ Patric, chanteur occitan (organisé par le groupe occitan d'Avignon)

Combes-la-Ville

● Image passe à la salle des fêtes samedi 14 à 21h

DANS L'OBJECTIF



des films

La prime, de Serguéi Mikaélian

Il y a tout d'abord une raison impérative de voir ce film. C'est un témoignage de premier ordre sur l'évolution de la société actuelle. Il se trouve que c'est un excellent film, mais je crois bien que son premier intérêt est documentaire.

Au départ, c'est une pièce d'Alexandre Guelman. Qui a, paraît-il, été jouée avec un gros succès. Mikaélian en fait un film (Guelman, adaptateur) qui a lui aussi un écho extrêmement favorable ; ce film sort en France tout à fait officiellement, il a été présenté au Festival de Paris, en novembre dernier (et l'Huma du 10.11 lui consacre un long et enthousiaste article). Il est donc bien clair qu'il ne s'agit pas là d'une œuvre « mal vue » (comme le fut naguère *Andréi Roublev*).

Le schéma dramatique du film a été comparé à *Douze hommes en colère*, le célèbre film de Sidney Lumet. La raison en est simple : au début, quelques vues d'un chantier de grands travaux. Quelques mots échangés entre des ouvriers, le copain chargé de la paie. On découvre qu'une équipe, celle de Potapov, refuse la prime. Ça soulève quelques remous ; il faut que le comité du parti en discute. Et le film, ça va être l'explication devant ce comité : sept personnes dans une pièce, avec devant eux Potapov et un des camarades, parfois un témoin, parfois un figurant qui passe la tête pour voir ou pour apporter un papier... A la fin, tout le monde sort, s'en va. L'essentiel du film : des gens qui causent dans une pièce. La structure théâtrale est donc conservée.

A l'intérieur de ce local clos, la caméra de Mikaélian a appris et retenu toutes les leçons du cinéma américain. Elle tourne, saisit chaque personnage, le recadre, coupe et revient dans un ballet d'une très grande virtuosité. Comme le découpage et le dialogue sont d'une nervosité extrêmement spectaculaire, avec des coups de théâtre et des rebondissement inattendus, le film est passionnant de bout en bout.

Mais que raconte-t-il ? en gros : l'équipe de Potapov refuse la prime parce que c'est une prime bide. Parce que la gabegie règne sur le chantier, que le plan, parfaitement raisonnable qui avait été fixé, n'a pas été tenu, par la faute des dirigeants, que par conséquent les travailleurs payés au rendement ont perdu de l'argent ; par la suite, ce plan raisonnable a été révisé en baisse, dont facilement dépassé lors de sa réalisation, d'où la prime pour les travailleurs, prime qui ne compense pas le manque à gagner dû à la gabegie. Les dirigeants, ainsi mis en accusation, commencent par se défendre en attaquant : qui donc téléguide Potapov ? N'y a-t-il pas moyen de tout arranger en donnant plus d'argent à son équipe ? ou bien en nommant une commission qui enterrerait tout ça ? petit à petit, l'obstination de Potapov fait gagner

du terrain à sa position. Dans le film, à la fin, il convainc la majorité des bureaucrates ; dans la pièce, paraît-il, le rideau tombait au moment où l'on allait passer au vote.

L'habileté assez diabolique de ce film, c'est effectivement, de prime abord, il n'y a rien là de très subversif ; après tout, l'action de Potapov se situe dans la droite tradition du Stakhanovisme, du refus du gaspillage ; la critique de la bureaucratie est une constante de la littérature, du cinéma et du théâtre soviétique (qu'on se rappelle seulement *Les baignes*) ; l'action des travailleurs qui refusent la prime n'est pas une « revendication », au contraire elle est très morale, etc. Ce beau vernis s'effondre si on gratte un peu, et apparaissent les ambiguïtés : ne s'agit-il pas de la prise en main par les travailleurs de leur propre destin, d'un début d'autogestion anti-bureaucratique ? Quand les camarades de Potapov sortent les chiffres qu'ils ont eux-mêmes récoltés et élaborés, la tête des bureaucrates est significative : « Comment avez-vous eu ces chiffres ? ». Le refus de cette prime a un caractère symbolique, il est bien précisé qu'elle ne compense pas la perte de salaire subie (et donc, il y a bien revendication salariale) — bref, on a tous les éléments d'un conflit du travail. L'intérêt qu'ont les bureaucrates à cette situation est fort clairement expliqué : leur intérêt est opposé à celui de la classe ouvrière comme à celui de l'ensemble de la société. C'est seulement leur bonne volonté morale qui les amène (par quatre voix contre trois !) à la « Happy end ».

Peut-être y a-t-il eu d'autres films comme *La Prime*, dans le cinéma soviétique — c'est le premier que je vois. Il traduit un phénomène intéressant : l'adoption, par des cinéastes soviétiques (et donc, dans une certaine mesure par la société soviétique) du modèle américain. Parenté de forme, parenté de fond : cette dénonciation à la fois très violente et très roublarde, qui conteste de façon extrêmement précise tout en restant à l'intérieur du système, ces

dialogues nerveux, cette construction, ce goût du spectaculaire, du refus de la distanciation... ce sont là tous les éléments du meilleur cinéma américain, celui qui est lié pour une grande part au nom de Richard Brooks par exemple : on pourrait presque intituler le film soviétique *Bas les masques* ! Retrouver ces caractéristiques aussi fidèlement assimilées en URSS, ce peut être le point de départ de tout un tas de réflexions.

En première partie, un excellent court-métrage d'Heinowsky et Scheumann, les cinéastes est-allemands qui ont interviewés les nazis chiliens en se faisant passer pour ouest-allemands ; le ministre chilien de la justice leur raconte candidement comment ces salauds de marxistes saisissent les billets de banque par des graffitis injurieux.

P.L.T.

A propos de Jeanne Dielman

Un « mec » peut-il en parler ?

« Lorsqu'on regarde la vie d'une femme idéale, c'est insupportable » (Chantal Ackerman, auteur de *Jeanne Dielman*)

Une salle très majoritairement féminine, féministe. Le premier sentiment d'étrangeté, de malaise, même, naît de cela. Un sentiment qui ne se dissipe pas pendant les trois heures et quelques que dure le film. Il y a là quelques gars qui, manifestement, sont nerveux : soupirs, radement de pieds... Au bout d'une heure, en voilà un qui n'y tient plus, « mais taisez-vous donc, allez voir les Dents de la mer ! ». L'exclamation agressive tombe à plat. En effet, le public féminin chuchote, rit, commente, mais ce brouhaha ne gêne pas. S'accorde au film, à son rythme lent : les femmes présentes s'en emparent ; c'est leur film. Le mec se fait rabrouer : « tu te sens visé ? ». Il écarlate.

Trois heures et quelques, c'est long. Au fil des scènes, j'essaie de construire mes objections : finalement, cet hyperbéalisme (plans fixes, images glacées, scènes à répétition...) n'est-il pas en trompe-l'œil ? Le choix de montrer et remonter certaines scènes ne fait-il pas glisser ce réalisme interminable vers une sorte de symbolisme en forme d'image d'Épinal ? N'aurait-il pas été aussi efficace de vraiment tout montrer, de dérouler entièrement la chaîne interminable de l'activité ménagère en miettes ? Ou encore : qu'y a-t-il au fond de ce choix de la femme *petite-bourgeoise* que l'interprétation de Delphine Seyrig contribue encore à ériger en archétype ? Ne touche-t-on pas là aux limites d'une certaine vision féministe bourgeoise du monde et de l'oppression des femmes ? Nous verrons que le dénouement du film repose cette question avec force.

Mais le film se déroule (est construit) selon une logique interne

La Cécilia et l'utopie

La Cécilia est un film important, pour toutes les raisons bien dites par son auteur dans l'interview de notre dernier numéro. Cependant, on peut se demander si la critique que celui-ci fait au marxisme ne se retourne pas plus légitimement contre le résultat de son travail.

En effet, il dit : « Ce qui est frappant dans l'histoire du marxisme, c'est une certaine dénégation du désir. Il y a eu surélévation du sur-moi chez les militants. Ce qui est refoulé, c'est le désir de la révolution et c'est pour autant quelque chose de fondamental. » De quel marxisme s'agit-il ?

Certainement pas du marxisme de Marx et Engels, dont le grand souffle « désirant » porte le style des élans de leurs colères ? Certainement pas de celui de Rosa ou de Kollontai dont la vibrante humanité est trop facilement taxée de romantisme. Certainement pas celui de Trotsky, si dédaigneux des « évidences » du sens commun qu'il reste l'utopiste par excellence pour l'armée de l'intelligentsia bourgeoise et petite-bourgeoise. Alors ? Le marxisme des organisations sclérosées. Oul, mais ce n'est pas le marxisme. Le marxisme vrai, c'est l'assaut prométhéen du ciel. C'est pourquoi, tous les vrais marxistes ont reconnu comme précurseurs, ont célébré et honoré les grands utopistes pratiques et théoriques. La notion même de « marginalité » appliquée à toute utopie est incorrecte. Les grands utopistes ne sont pas en marge de l'histoire, ils sont des éléments essentiels de l'histoire, mais, il est vrai, de l'histoire occultée. Quant au « sens de l'histoire » ce n'est qu'une résultante, tout autre conception est mécaniste, donc une caricature du marxisme.

La Cécilia rend-elle avec justice sa place à l'utopie ? C'est plutôt le contraire qui est vrai. En choisissant de nous montrer des utopistes de « basse-époque » — c'est à dire une utopie, elle, vraiment marginale — avec un parti-pris réaliste, bien servi par une élaboration collective qui parvient à supprimer dans l'œuvre l'intervention de l'inconscient individuel, J.L. Comolli n'a pu éviter que domine l'aspect caricatural de cette réalité. Et d'autant plus, qu'une seule figure est idéalisée, celle d'Olimpka, dont le féminisme, vécu avec conséquence est, sinon anachronique, du moins en écart majeur avec son modèle historique ce qui, par contraste, accroît l'aspect pitoyable des hommes qui l'entourent.

Tout film historique nous parle d'abord du présent. Celui-ci, ne renvoie explicitement qu'à la réalité contemporaine des communautés qui tentent de sauver en dehors du monde un restant de leurs illusions nées de Mai 68. C'est un objectif bien léger ; sourceuse enfante par cette belle vallée.

Mais la plupart du temps, le film ne sera-t-il pas lu comme critique de tout collectivisme.

Car l'intervention de l'extérieur ne fait qu'achever la *Cécilia*. Elle était déjà détruite de l'intérieur par les contradictions entre le volontarisme communautaire des manchots « intellectuels » et le retour en force des structures séculaires dominant la masse de la colonie des qu'elle s'étend au-delà des illuminés éphémères ou défilants.

L'inconscient individuel chassé par la porte ne rentre-t-il pas par la fenêtre en tant qu'inconscient collectif ? La limite de la force politique de ce beau film n'est-il pas un certain scepticisme petit-bourgeois souterrain qui mine ses affirmations conscientes ?

Michel Lequenne

assez implacable qui balaie puissamment ces objections. Il s'agit de tout sauf d'un patchwork de « scènes de la vie quotidienne » assemblées au hasard sous couvert de réalisme intégral. Il est possédé par une dynamique interne qui en fait toute la force. Son « écriture » glacée exprime tout sauf le détachement et l'indifférence : elle fait saillir l'essentiel : engluement de la névrose dans le rituel de la vie ménagère (gestes élémentaires infiniment répétés, d'où surgit une jouissance trouble, inconsciente). Elle met en scène sans phrases le ghetto de la femme au foyer avec ses jalons, ses parcours et ses haltes obligatoires univers invisiblement clos où mûrit, sous les gestes familiers de la névrose obsessionnelle, la *psychose* de la femme enfermée, englobée dans ce rituel de la vie quotidienne au point que le plus infime déréglé (déplacement) dans ses habitudes (sa place familière occupée au café) vient à la jeter dans un profond décalage.

De la dynamique même du film naît le surgissement de l'angoisse, qui lui-même entraîne vers un dénouement imprévisible, infiniment violent et infiniment calme à la fois (ce qui le rend insupportable). Les scènes simples, totalement glacées à nouveau, où nous assistons à la montée de cette angoisse sont

d'une force très grande, d'une authenticité qui va bien au-delà de la simple description vériste de l'oppression de la femme au foyer.

Elles restituent intégralement l'épaisseur psychique de cette oppression.

Le dénouement du film nous trouble. Que signifie ce meurtre calme, presque indifférent ? « Révolte » un peu dramatisée de la femme qui « prend conscience » de son oppression ? Cette interprétation simple — et finalement rassurante — semble mal s'accorder avec le reste du film. Est-ce forcer le sens qu'y voir l'expression de la *métaphysique* d'un certain féminisme : Jeanne Dielman tue d'une main qui ne tremble pas cet homme qui (pour la première fois ?) semble-t-il l'a fait jour. Est-ce à dire que, pour elle, il s'agit là du scandale absolu, de l'insupportable qu'il faut rejeter à tout prix ? Ou simplement parce que cet homme est aussi celui qui l'achète ? Et que dire de l'image ultime du film, Jeanne assise, calme ; prostrée, définitivement passée dans l'univers de la *psychose* — ou enfin libre ? L'œuvre reste ouverte, elle interpelle, appelle à la discussion. Si un « mec », empoigné par ce film, se fourvoie totalement en essayant d'en dénouer quelques fils, que les femmes le disent !

A.B



Equipe Léon dans « La Prime »

LE 15 MARS

C'est décidé. Dans un mois, Rouge sera quotidien. Si tout se passe bien, on pourra le trouver dès le 15 mars, chaque matin dans les kiosques.

Un choix politique... et ses implications

Il nous a fallu plusieurs mois de recherches pour trouver un local. L'installation de l'imprimerie en a été retardée d'autant. Or l'installation d'une rotative est une affaire très compliquée : il faut avant qu'elle soit opérationnelle, défoncer le sol et le creuser, couler ensuite une dalle de béton sur 17 m de long, la laisser sécher, installer ensuite les groupes de la rotative et régler minutieusement l'engin. Combien de temps peut durer ce réglage ? L'expérience d'autres imprimeries montre que ce délai peut être extrêmement variable : 15 jours si nous avons de la chance, un mois peut-être, voire deux à trois mois (ce qui est déjà arrivé) si surgissent des problèmes sérieux. La situation est donc claire : la rotative ne sera pas en état de tourner tous les jours à la date du 15 mars.

Après discussion, nous avons pourtant fait le choix de sortir à cette date : une masse de camarades sont d'ores et déjà embauchés, ce qui constitue une charge financière importante ; le quotidien est maintenant attendu, et nous ne pouvons renvoyer aux calendes grecques sa date de sortie :

Cette décision, c'est un choix politique dont il faut mesurer les conséquences : le prix de revient de chaque numéro est en effet majoré de près d'un demi million d'anciens francs. Autrement dit, pour que nous puissions réussir, il faut que la souscription engagée continue sans se relâcher.

Cependant, nous devons le dire clairement par avance, nous ne ferons pas de fuite en avant, ni d'aventurisme financier, pour maintenir à toute force la parution du journal. S'il s'avère que la mise au point de la roto est gravement retardée, et que les résultats des ventes et de la souscription ne réussissent pas à soutenir le journal, nous préférons arrêter la parution au bout de deux mois, pour la reprendre en septembre, plutôt que de la maintenir à tout crin, au risque de la compromettre définitivement.

Un plan de vol

Jusqu'à la date de sortie, un plan de vol a été fixé :

- 24, 25, 26 février : sortie de trois numéros (03, 04, 05) : ils seront reliés et diffusés ensemble en fin de semaine comme l'Hebdo. Ce sera le dernier test public de la formule, avant le lancement définitif.
- 28 février : stage du comité de rédaction pour en tirer le bilan.
- du 8 au 12 mars : fonctionnement du journal « à blanc » pendant une semaine : le quotidien sera rédigé, frappé, maqueté, mais ne sera pas imprimé. Cette semaine aura pour but essentiel de roder l'équipe sur les rythmes de fabrication et les méthodes de travail.
- 14 mars : rédaction et confection du numéro 1.

Rouge quotidien dans un mois : c'est une bataille qui vaut la peine d'être menée.

qui s'abonne ?

Le système que nous avons mis au point avec une entreprise de routage nous permet d'assurer la distribution du quotidien aux abonnés dans les délais normaux, dans la majorité des villes, c'est à dire lors de la première distribution du courrier, le matin.

En ce qui concerne l'étranger, tout dépendra de la distance : la Belgique et certaines régions de la Suisse recevront le journal le jour de sa parution, pour les autres le délai sera de 2 à plusieurs jours selon les pays.

Il nous faudrait quelques 3000 abonnés pour que le système soit rentable. Or, d'un point de vue financier, nous préférons que les camarades achètent tous les jours le quotidien

dans le même kiosque. Il va donc s'agir d'abonner au quotidien principalement ceux ou celles qui ne sont pas sûrs de le trouver, tous les jours, dans le kiosque de leur petite ville ou village ; ceux aussi dont on n'est pas certain qu'ils achèteront régulièrement le quotidien mais qui peuvent accepter, par solidarité politique, de s'y abonner.

Il faut maintenant que tous les camarades militants ou sympathisants, se mettent « en chasse ». Dans les 15 jours qui viennent, nous devrions pouvoir compter sur un gros contingent d'abonnés. Les abonnements en cours à l'hebdomadaire seront transformés en abonnement au quotidien pour une période de 1 ou 2 mois selon les cas. Ceux qui sont en fin d'abonnement recevront le quotidien un mois, les autres deux mois.

Un problème se pose pour les abonnés en pli fermé. Nous ne pouvons assurer que quelques dizaines d'abonnements en pli fermé pour le quotidien, réservés aux pays où les conditions de répression imposent cette mesure. Aussi nous proposons à tous ceux qui le peuvent de transformer leur abonnement en abonnement pli ouvert pour le quotidien. Ceux qui ne le peuvent pas devront nous écrire pour envisager la situation.

Les prix de l'abonnement

Acheter le quotidien tous les jours de l'année (soit environ 300 numéros par an) coûte 450 francs. Nous proposons les tarifs d'abonnements suivants :

Durée	Francs	Etranger
1 an	300 fs	500 fs
6 mois	150 fs	250 fs
3 mois	80 fs	130 fs

Les abonnés désirant recevoir, à l'étranger, leurs abonnements soit en pli fermé, soit par avion doivent nous écrire pour connaître les tarifs. Pour les collectivités (syndicats, U.L., M.J.C., F.J.T....) pour favoriser la lecture du quotidien, les tarifs sont suivants (pour la France uniquement) : 1 an 200 fs, 6 mois 100 fs. Pour vous abonner envoyez vos chèques libellés au profit de D. Bensaid

to impasse Guéméné 75 004 Paris

ABONNEMENT

NOM	1 an
PRENOM	6 mois
ADRESSE	3 mois
	France
	Etranger

SOLDE ANTERIEUR	2.027.407,78	Enseignant Bordeaux	100,00
G. T. Chausson		Diffuseurs étudiants Bordeaux	170,00
Genevilliers, Asnières	400,00	G. T. Ford Bordeaux	30,00
Militants Genevilliers	130,00	Librairie rouge Bordeaux	32,00
G. T. EDF Asnières	50,00	G. T. Adro Bordeaux	10,00
Militants Asnières	170,00	Employé Bordeaux	50,00
Un soldat Armée de terre	100,00	Enseignant Bordeaux	142,00
Diffuseurs Clichy	80,00	Militant CFDT	200,00
Diffuseurs Levallois	206,00	Militant CFDT SNPE	18,00
Diffuseurs Chausson	100,00	Si Paris	200,00
C. R. Lycée Pasteur Neuilly	110,00	Diffuseurs Châlons-sur-Marne	130,00
Un bidasse Colombes	20,00	Fonction publique Chartres	200,00
Un vieux du quartier Charpas	10,00	Enseignante Chartres	100,00
Un ipéien Colombes	100,00	Anonyme Chartres	50,00
Enseignant Colombes	100,00	Diffuseurs Gandelu	200,00
Une chômeuse Colombes	100,00	Sympathisants Poitiers	845,00
Un perchman Colombes	200,00	Si Paris	1.480,00
Diffuseurs Clichy	400,00	NP Paris 13 ^e	200,00
Diffuseurs Chausson	50,00	Un lecteur INRA Joux	20,00
Un groupe d'ouvriers portugais	482,00	G. T. bureaux Renault billancourt	1.000,00
Diffuseurs Melun	1.160,00	M.V. IUT La Rochelle	100,00
F.R. Zurich Suisse	150,00	S.T. enseignante La Rochelle	150,00
H.J. Genève	75,00	A.D. enseignant La Rochelle	200,00
J.P.G. Louvain-la-neuve Belgique	72,00	Si Paris	300,00
R.N. Besançon	200,00	Don d'un camarade étudiant	1.000,00
Un groupe de travailleurs du Livre Paris 18 ^e	400,00	P.R. Lons	100,00
C. R. Loudeac	500,00	MS Besançon	100,00
Librairie rouge	770,00	CR étudiant Besançon	100,00
Sympathisants HEC	510,00	Diffuseurs Besançon	130,00
Diffuseurs Orléans	136,00	Sympathisants SNPA Pau	260,00
Un bidasse	20,00	MT Libourne	55,00
Diffuseurs Renault ateliers	800,00	Diffuseurs Orléans	200,00
Y.L. Carcassonne	60,00	Diffuseurs Bordeaux	2.175,00
D.L. Avanches	200,00	Vadrouille - chien perdu et retrouvé	100,00
P.15	115,00	Diffuseurs Béziers	10,00
V.J.L. Toulouse	400,00	Diffuseurs SNCF Messena	50,00
G. T. Banque	10,00	Si Paris	225,00
C.J.M. Orléans	100,00	Diffuseurs Cherbourg	300,00
B.L. Amiens	50,00	Si Paris	8.330,00
C.L. Amiens	10,00	Si Paris	1.450,00
Braderie étudiante Nice	210,00	Un ingénieur Issy les Moulineaux	200,00
J.J.V. Cagnes	100,00	Diffuseurs Le Mans	200,00
Diffuseurs Nice	225,00	MM sympathisant Gray	30,00
J.L.L. Vannes	200,00	Si Paris	125,00
S.I. Paris	600,00	B.J.M. Rueil-Malmaison	200,00
Diffuseurs Le Puy	103,20	Un sympathisant OCR	50,00
Mère d'un militant Nancy	200,00	Si Paris	185,00
C. R. Sciences-éco Nancy	30,00	Diffuseurs Avignon I	510,00
Un prof de gym Nancy	40,00	Un militant PSU Avignon	10,00
Un sympathisant organisé Clichy	300,00	Diffuseurs Châlons sur Saône	40,00
I.A. Livry Gargan	50,00	Lycéen sympathisant Châlons	50,00
S. comédienne Paris	150,00	Si Paris	1.000,00
S.I. Paris	3.400,00	Une lectrice avignonnaise de LO	29,00
Enseignante CET Marckise	20,00	R.S. Toronto Canada	30,00
Educatrice Bordeaux	100,00	Librairie rouge	860,00
Sympathisant lycéen Bordeaux	100,00	Op Isola 2000	90,00
Ouvrier de Ford Bordeaux	20,00	Diffuseurs Marseille	1.250,00
Sympathisants Chamonix	50,00	Q.X. Paris	200,00
Un travailleur de catering Grenoble	50,00	Sympathisants Paris 19 ^e	100,00
Un travailleur de l'imprimerie Grenoble	50,00	C.S. Paris	25,00
Diffuseurs Grenoble	530,00	P.C. Paris	35,00
B. Grenoble	200,00	G.A. Paris	375,00
Militaire PSU IUT Grenoble	100,00	D.M. Paris	35,00
Diffuseurs Annecy	100,00	Diffuseurs Argenteuil	200,00
Si Paris	200,00	Si Paris	800,00
M. Neuilly-sur-Marne	100,00	G. T. Impôts	50,00
		C. R. 3/4	100,00
		Calendrier Paris	550,00
		Si Paris	250,00
		Diffuseurs Montreuil	560,00
		Diffuseurs PTT	170,00
		Diffuseurs Société générale	200,00
		Militant LO CL	20,00
		G.T. PTT Tri Est	54,00
		Tri Nord	50,00
		Examinant PCF PTT	35,00
		G. T. PTT Tri Est	300,00
		IB Paris 6 ^e	7,00
		Diffuseurs PTT Tri Nord	100,00
		A.P. Révo BIP	100,00
		Diffuseurs RATP	10,00
		C. R. enseignant St Cloud	600,00
		AG Librairie Paris 18 ^e	40,00
		Sympathisants Rueil	110,00
		Si Paris	1.350,00
		G. T. Santé sociaux Le Havre	610,00
		D.P. Lyon	150,00
		Revo Lyon	30,00
		C. R. Lyon	30,00
		Yvelines Yvelier	1.360,00
		Stagiaire ENNA	20,00
		B et A	100,00
		C. R. INSA	200,00
		Si Paris	30,00
		2 militants anar	20,00
		Librairie Rouge	40,00
		Lycéen E. Henriot Lyon	50,00
		Diffuseurs Perpignan	3.110,00
		Si Paris	1.390,00
		Diffuseurs Paris 15 ^e	3.650,00
		Militant CGT Agen	20,00
		Diffuseurs Agen	7,00
		Si Paris	1.000,00
		C. R. Vennesseux	685,00
		Travailleur unitaire révolutionnaire	10,00
		Paris Rhône	80,00
		G. T. SNCF	100,00
		J.F. Annecy	100,00
		Diffuseurs Strasbourg	1.500,00
		Sympathisants Colmar	100,00
		Si Paris	600,00
		Diffuseurs Nemours	200,00
		Lecteurs Montargis	200,00
		NSR section sympathisante de Panama 50	2.099.459,18